

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 19 AVRIL 1978 — N° 681

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Les Russes ont-ils la bombe N ?

Les chefs militaires de l'OTAN sont réunis, sous la houlette du commandement américain, au Danemark. Il s'agit de «planifier l'armement tactique nucléaire» pour les années à venir. En fait de discuter de l'opportunité de construire ou non la bombe à neutrons, cette arme dont le rayonnement nucléaire détruit la vie mais «épargne» le matériel, et de la disposer en Europe.

Une question se pose avec insistance : les Soviétiques qui ont fait tant de battage autour de cette affaire, qui refusent les contreparties demandées par Carter, et qui jurent militer pour le désarmement ne possèdent-ils pas déjà la bombe N ?

C'est en tout cas ce qu'affirme un scientifique ouest-allemand, Heinz Kominski. L'hypothèse n'a rien de fantaisiste car le principe de la bombe N n'est pas nouveau, et a fait l'objet d'études dans plusieurs pays «nucléaires». Et l'on ne peut s'arrêter un seul instant devant les professions pacifistes d'un pays dont les troupes interviennent directement contre les peuples africains.

(Lire en page 6)

Chômage, austérité : les dossiers sont prêts

BARRE RECIDIVE



Un mois jour pour jour après la victoire électorale de la droite, Barre présente à l'Assemblée nationale la déclaration de politique générale de son troisième gouvernement. Cette politique là recueillera

immanquablement l'approbation de la majorité, et dans une semaine, le mercredi 26, à l'issue du Conseil des ministres, on apprendra une première cascade de mesures, des augmentations de prix principalement.

En réalité, les dossiers sont prêts depuis longtemps, et on en connaît la teneur : — une politique de «vérité des prix», c'est-à-dire pour les travailleurs une baisse accrue du pouvoir d'achat, — une politique de restructuration, c'est-à-dire pour les travailleurs un chômage accru.

On reste ainsi dans la droite ligne des deux premiers plans Barre, avec leurs tristes cortèges de vie chère, d'austérité, de chômage et de répression.

(Lire en page 2)

TANDIS QUE SÉGUY VEUT «RÉNOVER» LA FSM

Les ouvriers soviétiques luttent pour un syndicalisme libre

Séguy, qui intervenait lundi au congrès de la FSM dans le pays où l'on poursuit les membres de la Charte 77, à l'abri des chars russes, a tenu à se démarquer de la FSM. Oh, bien timidement : le secrétaire de la CGT «regrette que ses propositions n'aient été que très partiellement retenues.» Il se propose de «rénover» la FSM, et surtout ne présente pas de candidat à la présidence.

Pendant ce temps, les ouvriers soviétiques se battent pour imposer un véritable syndicalisme. Nous publions aujourd'hui l'appel, à l'O.I.T. et aux organisations syndicales des travailleurs des pays occidentaux, du nouveau syndicat libre des travailleurs d'URSS, transmis par les Cahiers du Samizdat.

(Lire en page 2)

Saïd Smihi de retour en France



Saïd Smihi, militant marocain, est arrivé lundi à 20 h à Orly. Il avait été expulsé le 29 octobre dernier en raison de sa sympathie pour le peuple sahraoui et le Front Polisario. Latifa Smihi, son épouse, a mené une grève de la faim de 14 jours pour exiger la levée de l'expulsion.

Une victoire qui doit permettre le retour de tous les militants marocains expulsés pour leur opposition à la politique d'annexion du Sahara de Hassan.

Annecky : syndicalistes condamnés

Le tribunal d'Annecky a condamné deux syndicalistes des usines Dassault à 500 F d'amende, pour «séquestration». Boulou n'a pas mis longtemps à prendre les méthodes de Beullac, son prédécesseur.

Haïti : la police française aide les tontons macoutes

Le «Mouvement pour le développement de la mobilisation patriotique d'Haïti» fait état d'une étroite collaboration entre la police française et les tontonniers de Duvalier, le dictateur sanglant de l'île de la Mer Caraïbe. Les Haïtiens immigrés en France sont systématiquement inquiétés et certains ont été expulsés. (Lire en page 8)

Les agents secrets argentins en Europe

Alors que la Junta tente de se donner un visage «libéral», en organisant en Europe des rencontres d'exilés d'extrême-droite, le COBA (Comité pour le boycott de la coupe du monde de Football en Argentine) révèle l'existence d'un plan de surveillance et de liquidation des militants argentins réfractaires à la prétendue «ouverture».

(Lire en page 10)

A L'HEURE DU CONGRÈS DE LA FSM DANS PRAGUE OCCUPÉE 2

● C'est en décembre 1977, qu'on apprenait l'existence d'une opposition ouvrière organisée à l'intérieur même de l'Union soviétique. Trente huit travailleurs chômeurs, représentant vingt quatre villes différentes, venaient de s'adresser à des journalistes occidentaux pour faire connaître leur lutte contre l'exploitation, les conditions de travail dangereuses, la corruption des dirigeants d'entreprise, les licenciements abusifs. C'est pour avoir mené cette lutte sur leurs lieux de travail qu'ils avaient été non seulement chassés de leur emploi mais aussi poursuivis par le KGB, arrêtés et même pour certains internés dans les hôpitaux psychiatriques.

URSS : le combat pour un syndicalisme libre

«Appel à l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et organisations syndicales des travailleurs des pays occidentaux»

«Nous, chômeurs soviétiques, venus à Moscou de différentes villes et Républiques du pays, sommes obligés de solliciter au moyen de cet appel une aide morale et matérielle par l'intermédiaire de la presse des pays occidentaux. Aucune autre possibilité ne nous est offerte.

«NOUS AVONS TOUS ÉTÉ LICENCIÉS POUR AVOIR DÉNONCÉ DES ABUS»

Nous avons tous été licenciés pour avoir dénoncé des abus, ou pour avoir prononcé des critiques à l'égard des dirigeants des entreprises où nous travaillions (dilapidation de biens matériels, corruption, fausses déclarations, insécurité grave des conditions de travail, enfreintes grossières à la législation du travail, etc.).

Nous sommes tous des gens d'âge moyen, de 35 à 45 ans, ayant chacun dix années au moins d'activité professionnelle à notre actif.

Nous sommes privés de travail de 1 à 5 ans, selon les cas.

Les questions que nous soulevons auraient dû nous valoir un soutien, sinon sur place, au moins auprès des instances supérieures dans la presse.

D'un côté le Parti et le Gouvernement en appellent aux citoyens soviétiques pour qu'ils remettent de l'ordre là où il manque chez nous — dans la production, dans la vie publique et sociale. D'autre part, les organes du Pouvoir s'en prennent avec la plus grande dureté à ceux précisément qui observent scrupuleusement la légalité et agissent conformément aux intérêts de la production, en suivant les appels de la propagande.

Tous nos efforts pour obtenir justice auprès des organes du Pouvoir ont été vains.

Nous nous sommes adressés, chacun de son côté, aux organes centraux du Pouvoir soviétique : au Comité central du PCUS, au Présidium du Soviet Suprême, au Conseil des Ministres de l'URSS, au Soviet central des syndicats, on ne nous a pas répondu.

Les solutions données par les autorités aux questions que nous soulevons sont toujours les mêmes : on nous donne des réponses évasives, on nous renvoie d'un bureau à l'autre. En cas d'appel aux autorités supérieures, au lieu de mesures constructives, on fait usage à notre égard de méthodes inadmissibles pour avoir exercé notre droit à nous plaindre : sous prétexte de nous inscrire pour être reçus par la direction, on se saisit de nous un par un ou par groupes, on nous emmène dans les bureaux de la Milice, dans les hôpitaux psychiatriques.

Cela se fait au niveau le plus élevé : dans les salles d'audience du Comité central du PCUS, au

Présidium du Soviet Suprême d'URSS, à la Procuration d'URSS.

Il est impossible de se faire recevoir dans aucune instance soviétique supérieure, toutes les hautes autorités — nos serveurs, comme ils aiment à le dire — sont isolés de nous par la Milice.

«NOUS AVONS DÉCIDÉ DE NOUS UNIR»

Nous avons décidé de nous unir. Nous avons commencé à entreprendre nos démarches collectivement : comme avant, on a continué à nous faire expulser de Moscou par la Milice, à nous interner dans les hôpitaux psychiatriques.

Nous nous sommes adressés collectivement à toutes les organisations soviétiques : sociales, syndicales et du Parti, aux rédactions des journaux centraux : *Pravda*, *Izvestiya*, *Troud*, *Litteraturnaya Gazeta*; aux revues *Ogoniok*, *Kommunist*, *Partinaya jizn*, *Sotsialisticheskaya zakonnost*, — on ne nous a pas répondu.

Nous espérons que la nouvelle Constitution d'URSS apporterait des changements dans la situation sans droits des travailleurs : les faits concernant les répressions et les internements psychiatriques que nous joignons en annexe au présent appel prouvent que la nouvelle Constitution d'URSS n'est pas prise sérieusement en considération par les organes soviétiques, elle a servi seulement de masque pour tromper notre peuple et l'opinion publique mondiale.

C'est seulement après avoir publiquement dénoncé les actes d'arbitraire et de violence dont nous avons fait l'objet que nous avons été invités à être entendus par la rédaction du journal *Izvestiya*, et au Comité du KGB, où on nous a promis de l'aide.

En réalité nous avons été trompés.

La rédaction des *Izvestiya* ne poursuivait qu'un seul but en nous recevant un par un, en nous couvrant de promesses, celui de découvrir qui était l'organisateur parmi nous ; les collaborateurs de la rédaction firent tout ce qu'ils purent pour nous diviser, pour semer la discorde et la méfiance.

Les organes du KGB se sont acharnés à découvrir notre force numérique véritable, l'adresse des auteurs de la plainte collective, dans le but ultérieurement de les expulser de Moscou ou de les faire interner dans les hôpitaux psychiatriques.

Nous avons décidé par conséquent d'organiser notre syndicat véritablement indépendant, pour avoir officiellement et juridiquement le droit de défendre nos droits et nos intérêts, d'y enrôler tous ceux qui le souhaitent, ceux dont les droits sont bafoués de

manière injustifiée — dans tout domaine que ce soit — afin de lutter ensemble pour nos droits, garantis dans la nouvelle Constitution d'URSS.

Nous estimons que c'est seulement en unissant nos efforts, en nous appuyant sur l'opinion publique des travailleurs de tous les pays, que nous pourrions contraindre nos dirigeants à respecter les droits de simples travailleurs.

Dans notre pays, il n'existe pas d'organe qui défende objectivement les intérêts des travailleurs.

LES SYNDICATS SOVIÉTIQUES NE DÉFENDENT PAS NOS DROITS»

Les syndicats soviétiques ne défendent pas nos droits. Ils n'ont pas l'autorité nécessaire, du fait que les positions-clés dans les syndicats sont occupées par des Communistes, à savoir des gens qui n'ont pas su faire leur chemin dans leurs organisations du parti, ce sont tous des membres de l'encadrement technique de l'entreprise. Au cas où ils ne seraient pas réélus pour un nouveau mandat, ils se retrouveraient sous les ordres de l'un ou l'autre des dirigeants de l'entreprise. Ne fut-ce que pour ce motif, ils agissent toujours selon le vœu de la direction.

Les élections au syndicat sont une formalité : les présidents des comités des syndicats sont élus et désignés par la direction de l'entreprise, l'organisation du Parti et le Comité de district (raikom) du PCUS.

Cela se passe comme suit : selon les statuts, un délégué est élu par dix membres du syndicat, à l'occasion de la Conférence électorale.

Il faut noter qu'en URSS il n'y a pas une seule entreprise où les ouvriers et les employés ne soient pas syndiqués à 100%.

Tout se passerait démocratiquement si... les délégués étaient élus lors d'une assemblée générale, en présence de tous.

Dans la pratique, pour se garantir d'avance un soutien, la direction et le Comité du parti ont recours au truc suivant : les délégués sont élus par atelier ou par section. Le personnel d'encadrement — ingénieurs et cadres techniques — tient une réunion préalable, où le président du syndicat avec le Comité du parti et le directeur de l'entreprise indiquent comment «effectuer» l'élection des délégués.

Ensuite se déroulent des élections par atelier ou section. C'est toujours le chef de la section ou de l'atelier qui «recommande», c'est-à-dire qui inscrit sur la liste électorale les noms des personnes qui lui conviennent. Ceux-ci lui témoignent leur reconnaissance en proposant sa propre

candidate et celle des contre-maîtres ; en outre, dans chaque section, on nomme encore quelqu'un parmi les employés, de sorte qu'en fin de compte, alors que les ouvriers sont dix fois plus nombreux que les employés, c'est pratiquement tout le personnel d'encadrement technique qui est présenté à la conférence électorale, c'est-à-dire tous ceux qui n'ont pas à cœur les intérêts des ouvriers.

Les délégués des ouvriers reçoivent des primes gratuites, on leur offre des buffets avec abondance de produits déficients sur le marché et de boissons alcoolisées.

Les nominations au présidium se font sans aucun appel aux candidatures : la direction de l'entreprise et les représentants du Comité de district (raikom), du syndicat urbain, de l'organisation du Parti, procèdent eux-mêmes à l'inscription des

candidats, c'est-à-dire qu'ils portent sur les bulletins les noms des candidats qui leur conviennent.

On n'y inscrit pas d'autres candidatures. Par conséquent, l'élection des membres du futur comité syndical est assurée d'avance.

L'élection du président et la distribution des responsabilités ont lieu déjà autour d'une table croulant sous le poids des mets et des alcools offerts sur le compte des fonds publics, au bruit de toasts et du heurt des verres.

Les «représentants» des organisations syndicales de base élisent les délégués aux syndicats régionaux, et ainsi de suite.»

(à suivre)

Texte traduit et publié par les Cahiers du Samizdat. Éditeur responsable : Anthony de Meeûs, 105 drève du Duc, 1170 Bruxelles, Belgique.

SÉGUY «DÉCOUVRE» QU'À PRAGUE OU MOSCOU, IL N'Y A PAS FORCÉMENT «RESPECT COMPLET DES DROITS DES TRAVAILLEURS»

Georges Séguy a annoncé lundi, à Prague, que la direction de la CGT renonçait au secrétariat de la Fédération Syndicale Mondiale, alors que depuis la création de la Fédération en 1947, ce secrétariat avait toujours été assumé par un dirigeant cégétiste, tandis qu'une bonne partie des permanents de la FSM venaient de la CGT française. Parmi les raisons invoquées pour justifier cette décision, Séguy a indiqué notamment : «Les conséquences paralysantes pour l'action de la FSM de l'influence des préoccupations diplomatiques d'État sur les positions des organisations syndicales, notamment des pays socialistes... Les divergences sur le respect complet des droits des travailleurs, des droits de l'homme, qui doivent pouvoir être discutées de telle manière que la FSM ne souffre d'aucune paralysie dans ce domaine sous peine de la rendre unilatérale dans la défense des libertés.» Parlant au sujet d'une «déclaration universelle des droits syndicaux» qui a été adoptée, Séguy a ajouté : «Nous voulons croire que tous les participants à ce congrès, qui se proposent de voter de la même manière, prendront le même engagement quel que soit le pays dans lequel s'exercent leurs activités syndicales, sinon nous ne serions pas autorisés à parler de déclaration universelle.»

Ainsi, dix ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques, et à l'heure où la dissidence s'organise en Europe de l'est, Séguy «découvre» que dans les pays soumis à des dictatures social-fascistes, il n'y a pas forcément «respect complet des droits des travailleurs», il «découvre» que les préoccupations des États révisionnistes peuvent être «paralysantes» pour l'activité syndicale.

Séguy a indiqué partiellement le fond de sa pensée, une partie des raisons tactiques qui amènent la direction de la CGT à tenir aujourd'hui ce discours, lorsqu'il a parlé des «responsabilités qui incombent à la CGT dans sa propre activité syndicale internationale dans le cadre de l'Europe occidentale. C'est-à-dire par rapport au processus unitaire régional, qui a pris ces dernières années une dimension considérable réduisant d'autant celle des centrales internationales existantes.»

J.-P. G.

Pour le débat de politique générale

LES FLEURETS
SERONT MOUCHETÉS

● C'est ce mercredi que le gouvernement décidera s'il posera la question de confiance sur sa déclaration de politique générale. Il ne devrait pas y avoir trop de grogne de la part du RPR.

La procédure consistant à poser la question de confiance a pour effet de limiter les débats. Aux termes de la Constitution (voir encadré), si le gouvernement engage sa responsabilité, (ce qu'il fera probablement), le texte qu'il propose est adopté tel quel, sauf si une motion de censure est votée contre le gouvernement. L'avantage de cette formule pour le gouvernement est de poser le problème dans les termes : tout ou rien ; les parlementaires n'ayant le choix qu'entre laisser passer le texte tel quel ou renverser le gouvernement.

La procédure normale de discussion des projets de loi des textes gouvernementaux laisse une plus grande latitude pour toutes les combinaisons possibles ; le texte peut être amendé, des majorités occasionnelles peuvent se nouer sur tel ou tel point particulier. Les mécontentements peuvent se traduire par des votes négatifs ou des abstentions. Avec la question de confiance, foin de toutes ces subtilités.

Dans l'état actuel des rapports entre les partis de la majorité, le fait d'engager la confiance a pour effet de couper court à des grognes qui

auraient pu se manifester au sein du RPR et se traduire, par exemple, par un certain nombre d'abstentions.

LE RPR : PAS
D'OPPOSITION
OUVERTE
TOUT DE SUITE

Il est de toute façon peu probable que le RPR cherchera des noises au gouvernement dès maintenant. L'échec de Chirac dans la bataille du perchoir a montré que, s'il tenait bien en main l'appareil du RPR, il n'en était pas de même pour son groupe parlementaire, dont une partie l'a désavoué ; il n'est donc pas souhaitable pour lui de recommencer une telle opération où certains députés RPR pourraient voter contre lui. C'est ce qui ressort de ce qu'a déclaré Labbé, président du RPR, dans une interview au *Quotidien de Paris*. Pour lui, « au cours de la session de printemps de cette nouvelle législature, il n'y aura pas de conflits car il n'y aura pas de motifs d'éventuels conflits ». Sur la question de la ratification des accords de la Jamaïque, discutée ce mardi, il n'y aura pas non plus d'affrontements.

Quoique le RPR soit hostile sur le fond à ces accords monétaires qui assurent la prééminence du dollar, une porte de sortie lui est ouverte puisque le vote portera non pas sur les accords eux-mêmes, mais sur des détails d'application qui en résultent. Ainsi, le RPR, comme le dit Labbé, « obtient que la France ne ratifie pas (ces accords) de manière éclatante ».

Si les affrontements ne sont donc pas pour tout de suite, les problèmes de fond demeurent. Debré au club de la presse, rappelait que « le fait d'apporter un soutien, qui est la réponse normale que l'on doit faire au lendemain d'une victoire, ne doit en aucun cas être compris

comme l'abandon d'un certain nombre d'idées fondamentales. Si, sur les choses qui sont à nos yeux importantes, il devait y avoir un manquement, il est clair qu'à l'intérieur des formations de la majorité une explication s'imposerait ». Pas question d'appuyer la politique de Giscard : le RPR continuera de s'opposer à l'élection de l'Assemblée à la proportionnelle, dont le but, selon Labbé, est de « séparer les socialistes des communistes ». Incapable d'imposer ses vues sur de nombreux problèmes, le RPR a cependant la possibilité de mettre les bâtons dans les roues à certains projets giscardiens.

La procédure du vote
de confiance

Article 49 de la constitution : le Premier ministre après délibération du Conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du Gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale.

L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure (...). Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant l'Assemblée. (...)

Article 50 : lorsque l'Assemblée nationale adopte une motion de censure ou lorsqu'elle désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du gouvernement, le Premier ministre doit remettre au Président de la République la démission du gouvernement.

Lettre de Mitterrand aux militants du PS

SE DONNER UNE IMAGE PLUS
DEMOCRATIQUE QUE LE PCF

● Mitterrand a adressé par l'intermédiaire du bulletin intérieur du PS une lettre à tous les adhérents de ce parti. Dans celle-ci, il tire un bilan des élections qui trace quelques perspectives, bien maigrelettes à vrai dire. Pourtant rien de nouveau n'y figure, juste un rappel de ce que la direction du PS dit depuis plusieurs semaines maintenant. En fait cette lettre a surtout pour fonction de soigner l'image de marque du PS et de le faire apparaître comme un parti plus démocratique que le PCF dans lequel le principal responsable n'impose pas son point de vue et dans lequel l'ensemble des militants participent à la définition des perspectives. Volonté violemment contestée par les énarques du CERES.

Dans sa lettre, Mitterrand marque une certaine agressivité à l'endroit du parti de Marchais qui a préféré « vaincre l'élan du parti socialiste plutôt que de vaincre la droite et le grand capital ». Toutefois, affirme Mitterrand, le PS n'a pas ce des raisons d'être déçu car « la gauche a gagné 4 % des voix au regard des élections législatives précédentes. Et ces 4 % sont dus uniquement au progrès du PS. Pour la première fois depuis 36, ajoute-t-il, nous avons devancé le Parti communiste ». Toutefois, Mitterrand feint de ne pas exclure la possibilité d'erreurs commises par le PS. Cela

lui permet à bon compte de se démarquer de Marchais. Par ailleurs, Mitterrand interroge : « Avons-nous poussé assez loin le projet qui est le nôtre (...) pour atteindre en contrepartie les couches populaires sans lesquelles nous ne sommes rien ? » Poser la question c'est y répondre ; le remède consiste donc, pour le premier secrétaire du PS « dans la mise en chantier sans plus tarder du projet autour duquel s'organiseront dans les années prochaines notre pensée et notre action ». A cela doit s'ajouter selon lui « l'organisation d'une campagne d'adhésions et le développement du secteur Entre-

prise et Formation » et la préparation des échéances électorales — cantonales en mars, européennes en juin. Il suggère pour finir que compte tenu de ces échéances, la date du congrès ordinaire soit avancée.

LA REPONSE
DU CERES

La réponse du CERES, on s'en doute, ne s'est pas fait attendre. La minorité, on le sait, ne partage pas le point de vue de Mitterrand quant aux causes de l'échec. Selon Chevènement en effet, le PS a « passé trop de temps à cadenciser l'élan de sa base (...) tout en s'appliquant, non pas à se donner les moyens de son ambition affirmée, mais à rendre compatible par experts interposés l'application du programme commun de gouvernement avec la logique de développement du capitalisme multinational ». Cette « dérive vers la droite », les énarques du CERES la font remonter au congrès de Paul en 75. c'est-à-dire le moment à partir duquel ils n'ont plus participé

à la direction effective « des affaires ». Le CERES veut prémunir le PS contre « l'autogestion sans le PCF », car c'est « le programme giscardien ».

On le voit, chacun entre minorité et majorité, reste sur ses positions. La majorité continuant à affirmer que le PCF porte la responsabilité principale de l'échec mais que le PS aurait dû plus développer son identité propre, le CERES rabâchant que l'union de la gauche sans programme commun c'est le libéralisme avancé giscardien. Le ton entre la minorité et la majorité risque de monter jusqu'à la convention nationale du 29 avril. Chacun faisant pourtant toujours attention de ne pas aller trop loin. Mitterrand et Chevènement ont bien trop besoin l'un de l'autre.

Dans l'immédiat, le harcèlement du CERES n'empêche pas Mitterrand de chercher à se donner une image de marque plus démocratique que le PCF, c'est le but de sa lettre.

François MARCHADIER

Elections
cantonales
partielles

5 cantonales partielles ont eu lieu dimanche dernier. Alpes Maritimes (1^{er}) : (Saint Auban) : Pierrette Bellon (maj.), 63,65%, élue. Apolloni (sans ét.) : 19,98% ; Giovanni (PCF) : 12,98% ; Codert (PS) : 3,46%.

Loire Atlantique (Rezé) : ballottage. PS : 40,73 % ; PCF : 22,38 % ; PSU : 3,26% ; RPR : 32,10% ; UDB : 1,49%. Par rapport aux législatives, gain important (8%) du PCF. Net recul de la droite (-5%).

Oise (Marseille-en-Beauvaisis) : ballottage. PCF : 20,72% ; PS : 12,26% ; RPR 33,45% ; div. maj. : 33,34%. Par rapport aux législatives, progression de la droite (+ 8%) au détriment surtout du PS (-5%).

Le PCF progresse de 2% en l'absence de candidats d'extrême gauche. L'élection donnera probablement lieu à contestation, suite à une erreur dans le décompte des voix.

Oise (Compiègne nord) : ballottage. PS : 23,7 % ; PCF : 17,10% ; RPR : 47,20% ; UDF : 12%. Par rapport aux législatives, maintien du PCF et progression de 3% du PS en l'absence de candidats PSU et écologistes.

Var (Grimaud). Ballottage. PS : 42,60% (+ 1%), PCF : 12,47% (-6%), MRG : 3,5% ; droite : 35,6%.

Le taux d'abstention a été élevé pour toutes ces élections. Dans deux cas, il a été supérieur à 50%.

Elections partielles
à Orléans :
le PCF s'écroule

La droite a remporté les élections municipales partielles qui se déroulaient dimanche à Orléans. C'était prévu. Les résultats obtenus par la gauche méritent cependant l'attention : par rapport aux élections législatives, et avec un taux d'abstention énorme (47,5 %), le PS maintient ses positions, malgré la présence d'une liste de dissidents « qui se sont exclus d'eux-mêmes » selon les termes du Bureau exécutif du PS. Le PCF, par contre, enregistre un très important recul : il récolte 3 894 voix, contre 8 940 en mars !

5 000 électeurs du PCF ont préféré s'abstenir, ce qui fait descendre ce parti de 18,6 % il y a un mois à 12,91 % aujourd'hui.

Le même phénomène s'est produit en ce qui concerne les candidatures trotskystes : *Lutte Ouvrière* descend de 930 voix (1,9 %) à 497 voix (1,64 %), et la LCR de 530 voix (1,1 %) à 229 voix (0,75 %). A l'inverse, l'UOPDP augmente ses voix en nombre absolu : 273 voix contre 228 voix en mars (0,55 % des voix, contre 0,51 %).

Assemblée Nationale :
première joute
dans la grisaille

Pas de suspens pour la première journée de débat parlementaire. La ratification d'une partie des accords de la Jamaïque, portant sur l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds Monétaire International (FMI), a été votée. Le RPR a ainsi confirmé son recul, lui qui jurait il y a quelques semaines encore qu'il n'était pas question de voter un tel texte. La France versera donc au FMI la coquette somme de 1919 millions, nouveaux bien sûr. Le débat a surtout été l'occasion pour Chevènement, au nom du PS, de poser une question préalable « pour l'honneur », et à deux économistes du PS, Tadei et Fabins, de faire leurs premières armes « d'honorables parlementaires ». Auparavant, la voix nasillarde de Chaban avait prononcé l'éloge funèbre des quatre députés morts pendant l'inter-session : Bilbaux et Barbet, du PCF, Bernard de l'UDF, et Bouloche du PS.

Demande de contact
avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

POLITIQUE

● Un mois jour pour jour après le retentissant échec de la gauche, et à une semaine de la réunion du Comité central, les divergences continuent à s'exprimer au sein du PCF. *Le Matin* de ce mardi publie une lettre d'un instituteur de Choisy-le-Roi, membre du PCF depuis 13 ans, et qui aujourd'hui remet en cause la manière dont a été menée la critique vis-à-vis du PS.

Parallèlement, la presse du PCF multiplie les explications, ou les éléments de réflexion. C'est ainsi que *L'Humanité* de mardi continue sa rubrique : «le débat démocratique dans le Parti» par une interview du secrétaire fédéral du Pas-de-Calais. Ce dernier reconnaît qu'«une interrogation revient dans toutes nos sections : maintenant quelles perspectives ?». *L'Humanité-Dimanche*, *France Nouvelle*, *Paris-Hebdo*, reviennent eux aussi, chacun à leur manière, sur le «débat». Preuve s'il en est que les questions et les discussions sont nombreuses dans l'ensemble du PCF.

Le 19 mars au soir, le Bureau Politique du PCF «constate les progrès du PCF lors de ces législatives», et déclare «ne porter aucune responsabilité dans l'échec».

C'est pour répondre à ce communiqué que Jean Rony, membre du comité de

rédaction de *France Nouvelle*, va écrire au *Monde*, qui publie sa lettre le 24 mars. Le titre même de cette lettre, est sans équivoque : «Le PCF n'a pas été entendu par les masses». Le débat est engagé. Par la suite, les critiques qui se multiplient portent tout au-

PCF : TROIS SEMAINES DE CONTESTATION

tant sur l'analyse des causes de l'échec de la gauche, que sur la manière dont la direction du PCF entend retirer sa responsabilité et manifeste son satisfecit. A ce jour, on ne compte pas moins d'une trentaine de lettres publiées dans des journaux comme *Le Monde*, *Témoignage Chrétien*, *Le Matin*, *Politique Hebdo*, *Le Nouvel Observateur*. Les auteurs de ces lettres, notons-le, ont un point commun : il s'agit dans la quasi-totalité des cas d'universitaires, notamment parisiens. A ces critiques là sont venus s'ajouter des articles rédigés par des rédacteurs de *France Nouvelle* et de la *Nouvelle Critique*, deux revues que le PCF veut d'*Avant-Garde* ! Toutefois, si les rédacteurs de la *Nouvelle Critique* (Hincker, Verdier) s'expriment dans le dernier numéro de cette revue, ceux de *France Nouvelle* (Rony, Goldrug) doivent aller chercher refuge dans les colonnes du *Monde* ou de *Témoignage Chrétien*, bien évidemment. Althusser et Elleinstein, qui chacun de leur côté avaient déjà exprimé des divergences avant les législatives, ne vont pas manquer l'occasion de réaffirmer leurs points de vue. Fait significatif, les «contestataires» occupent parfois des responsabilités au sein du PCF (membres de comités fédéraux du Rhône ou des Hauts de Seine) ou dans l'appareil, comme Antoine Spire qui est directeur commercial des Editions Sociales. Dans *Le Monde* (encore !) dans *Le Matin*, dans *l'Express*, à *France Inter*, etc., on a beaucoup entendu Molina et Vargas. Ceux-là non plus ne sont pas tout à fait des contestataires d'aujourd'hui, puisqu'ils sont les auteurs d'un livre critique, *Dialogue à l'intérieur du PCF*, publié dès février.

de frappe ou l'accord pour l'élection du parlement européen au suffrage universel. S'il y a «discussion à la base», cette discussion est complètement stérile et ne se transcrit que rarement (uniquement quand ça l'arrange, en fait) dans les décisions de la direction. Les propos philistins de Marchais, arguant du fait qu'il n'est pas possible de publier des tribunes dans *l'Huma* «parce que ce n'est pas inscrit dans les statuts», n'ont fait que relancer les critiques au sujet de la démocratie.

Un deuxième thème de réflexion et de critique qui revient très souvent, c'est celui de la justesse ou non de la campagne du «parti des pauvres». Antoine Spire présente ainsi les choses : «on s'est adressé aux ouvriers français comme à des moujiks de 1917.» Derrière cela, il y a l'oscillation permanente du PCF, condamné d'un côté à mettre l'accent sur «les pauvres» s'il veut garder sa spécificité, et d'un autre côté à s'ouvrir aux couches d'ingénieurs et cachés s'il veut avancer dans son projet.

L'accord grossier du 13 mars est lui aussi la cible des critiques. Après des mois de polémiques, après avoir répété durant des mois qu'il fallait un «bon accord, sur un bon programme», la direction en vient à signer un accord à la va-vite, sans aucun contenu, et encore elle crie victoire ! L'énorme titre de *l'Humanité* du 14 mars, «Ca y est», est resté aux travers de la gorge de nombre de militants. Visiblement comme le disent certaines lettres, «on a pris les militants pour des imbéciles !».

Sous le feu croisé des critiques aussi le comportement même du PCF pendant cette campagne. La manière dont a été menée la polémique avec le PS, le pilonnage grossier contre Rocard et quelques autres «alliés», les apparitions multiples, la personnalisation et le cirque de Marchais à la télé, autant d'exemples qui montrent que le PCF a présenté un visage rébarbatif, et pas seulement dans les classes moyennes.

Plus encore que ces attitudes, les références, même discrètes, à ce qu'Elleinstein appelle un «anti-modèle», l'URSS, ont joué un rôle dans le recul du PCF. Un recul qui est sensible y compris dans la classe ouvrière, comme le

soulignent certains contestataires : c'est dans les banlieues ouvrières de Paris que le PCF perd le plus de voix.

LES CRITIQUES RESTENT DANS UN MÊME CADRE

Les critiques qu'on peut lire tous les jours dans la presse, elles sont le fait d'intellectuels ou d'hommes de l'appareil, qui ont les moyens d'écrire ou de se faire publier. Mais il est bien évident, des faits multiples le prouvent, que cette mise en cause de la direction s'exprime aussi, et peut être plus, «à la base». Elle prend parfois des formes différentes, comme le non-militantisme ou le repli sur le travail syndical. Pourtant, même si on en reste au niveau de ce qui est publié, on constate à la fois des points communs et des divergences. Ces points communs, marquent les limites dans cette contestation là : tous ou presque rejettent la responsabilité principale de l'échec sur le PS, et aucun ne remet en cause le fond du projet du PCF, le capitalisme d'Etat. Pour le reste, des divergences peuvent bien exister entre un Elleinstein désireux d'avancer dans la voie de l'euro-révisionnisme et un Althusser désireux de mieux adapter le révisionnisme à notre époque. La direction du PCF s'en accomode.

L'ATTITUDE DE LA DIRECTION

L'attitude de la direction, en effet, est directement fonction de ce type de contestation. Il s'agit pour elle à la fois de bien délimiter le cadre de la contestation, et de s'ouvrir à certaines critiques, pour les canaliser et les récupérer. Les déclarations de Fiterman devant les secrétaires fédéraux le 28 mars, celles de Marchais à *France Inter* le 6 avril, la déclaration du BP le 7 avril, en des termes tranchants, fixent les bornes qu'il ne faut pas franchir : pas question de parler d'une responsabilité du PCF dans l'échec du 19 mars, et surtout pas question de mettre en cause la ligne du 22^e Congrès, et donc le projet stratégique. Une fois cela dit, réaffirmé, martelé, les colonnes de *l'Huma* et de toute la presse du PCF se remplissent de «réflexions» destinées à canaliser la contestation. La démocratie ? Le-

roy n'est pas opposé à ce que *l'Huma* s'ouvre enfin. Le thème du parti des pauvres ? Fiszbin convient qu'il ne faut pas seulement parler des 2 400 F, mais aussi de la liberté. L'URSS ? *France Nouvelle* publie un article de soutien au printemps de Prague... mais pendant que Séguy va au Congrès de la FSM dans Prague occupée !

En adoptant cette double tactique, le but de la direction du PCF est évident : éviter que la contestation ne prenne de l'ampleur, mais surtout éviter que soient remis en cause les fondements de sa ligne politique.

QUELLE POLITIQUE DEMAIN ?

Il y a des faits qui ne peuvent être niés : le PCF a perdu des voix, ou n'a pas progressé ; aussi bien dans les couches moyennes que dans la classe ouvrière, il n'a pu masquer son véritable projet pendant la campagne électorale. Un vent de critique se développe en son sein. Ce sont ces faits là qui vont guider la politique future du parti révisionniste et les travaux du C.C. Dans la mesure où le projet de capitalisme d'Etat ne peut plus être pour lui qu'une perspective lointaine, il peut maintenant tenter d'en gommer les aspects les plus criants, en donnant des gages formels de démocratie, en s'ouvrant plus franchement à de nouvelles couches, en tentant de récupérer et d'assimiler un certain nombre d'aspirations nouvelles.

Mais malgré toute les tentatives pour masquer son véritable projet, le PCF ne pourra sortir de l'impasse dans lequel il se trouve : la contradiction entre les aspirations révolutionnaires des travailleurs et le projet même du PCF ne peut que se développer.

Nicolas DUVALLOIS

Elleinstein proche du PCE

Interrogé mardi matin sur Europe 1, Elleinstein est revenu sur ses critiques quant au fonctionnement du PCF. Réfutant l'amalgame du PCF et de l'URSS, il a déclaré :

«C'est un nouveau plan de société socialiste que nous devons amener, qui est en somme un socialisme pour l'Occident, pour les pays développés de l'Occident. C'est ce qu'on appelle parfois, «l'eurocommunisme». C'est tout à fait une voie nouvelle dans laquelle nous devons nous engager, dans laquelle s'engage un certain nombre de partis communistes, le PC espagnol, le PC italien et avec son 22^e Congrès, le PCF. Simplement je trouve comme déjà le disait G. Marchais à la tribune de la conférence au mois de janvier, que nous souffrons non pas de trop de 22^e Congrès, mais de pas assez. Donc aller beaucoup plus fort et beaucoup plus loin dans l'orientation qui a été établie.»

La FEN trouve Beullac «encourageant»

André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale a rendu lundi une première visite au nouveau ministre de l'Education Nationale, Christian Beullac. A sa sortie, Henry déclarait qu'il estimait cette entrevue «intéressante et encourageante». Sur la réforme Haby, il a précisé que la FEN «n'était pas partisane du tout ou rien», ce qui veut dire concrètement qu'elle est prête à accepter la réforme, pourvu que des négociations soient ouvertes sur l'enseignement de soutien en 6^e et «le rôle du service public».

A croire que M. Henry ne savait pas que Beullac était déjà ministre dans le précédent gouvernement....

Profit honnête

Giraud, le nouveau ministre de l'Industrie ne cache pas son drapeau. Selon lui, «il faut réconcilier les Français avec leur industrie, elle n'est plus celle de l'époque de Zola. Il n'y a pas que des faillites, des difficultés, bien au contraire. Il faut promouvoir le goût d'entreprendre car il ne peut y avoir de bonne industrie sans bon entrepreneur. Il faut restaurer le goût du profit honnête». M. Giraud veut «restaurer» ce qui n'a jamais existé.

St-Malo : pas d'accord

Le PS de St-Malo refuse de faire liste commune avec le PCF après invalidation des élections municipales par le conseil d'Etat. Naïvement, le PCF proposait de reconduire l'accord de 77 signé pour les municipales. Face à l'attitude du PS, le PCF s'indigne «de toutes ses forces.»

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

DES CRITIQUES COMMUNES

Au travers de ces nombreux propos publics, plusieurs thèmes se retrouvent :

Celui de la démocratie tout d'abord, et cela n'a rien de nouveau ni de surprenant quand on se rappelle que c'est à la télévision que Marchais a annoncé l'abandon du mot de dictature du prolétariat, comme, c'est à la télévision qu'il a annoncé le soutien du PCF à la force

LE MOUVEMENT DES HOSPITALIERS PREND DE L'AMPLEUR

Alors que la CFDT réunissait à Paris lundi ses responsables de la fédération des services de santé et des services sociaux, la base, les travailleurs hospitaliers se mobilisent chaque jour plus nombreux pour développer leur mouvement. Leur action sera décisive car les fédérations tant CGT que CFDT n'ont jusqu'à ce jour pas mis un empressement exemplaire à développer la lutte. Il aura fallu bien plus que la lettre adressée par les grévistes d'Orléans et de la Source à leurs Syndicats pour les faire bouger : «Les syndicats CGT et CFDT du CHRO, au nom des hospitaliers en grève depuis quarante jours, précisaient-ils à l'époque, demandent à la fédération CGT des services de santé et des services sociaux, d'organiser une rencontre des représentants des hôpitaux afin d'échanger sur les luttes en cours (et sur les formes de luttes) et sur les moyens à mettre en œuvre pour l'extension du mouvement de grève». Cette volonté de coordination des luttes n'est pas propre à Orléans puisque à Caen la section CGT du CHRU a fait parvenir aux autres établissements en lutte un appel qui, faisant le bilan de l'échec de la grève lancée avant les élections par manque de perspectives et



de soutien, propose de briser l'isolement. A Caen dans le CHRU où travaillent 4 000 employés, l'Assemblée générale de vendredi a réuni trois fois plus de monde que celle de mardi 11 avril qui correspondait pourtant à la journée nationale d'action.

Leurs revendications sont identiques à celles des autres hôpitaux en lutte, pour les 13 heures supplémentaires payées en province comme à Paris (la direction en accorde 3 pour le moment, c'est jugé insuffisant par les grévistes) pour la semaine de

35 heures avec un week-end de repos sur deux, pour les 2 500 francs par mois tout de suite, ainsi que le droit d'expression et de réunion dans les services. Comme dans la plupart des cas, la grève est une grève administrative qui ne prive pas les malades des soins mais empêche l'établissement des bons qui permettent de facturer les soins; cette forme d'action populaire parmi les malades provoque une perte financière importante à la direction surtout quand on sait qu'une journée d'hôpital

peut coûter 600 francs (ce prix indicatif change souvent, en hausse...). La lutte est animée par un comité de grève alors que les décisions importantes sont prises en Assemblée générale.

La crainte des hospitaliers est que les directions syndicales laissent traîner les choses et que le mouvement s'étale sur plusieurs mois encore sans déboucher de façon déterminante. Aussi une grève totale est-elle maintenant envisagée.

CAF : les travailleurs refusent de mettre les bouchées doubles

Le mouvement de lutte des employés de la Caisse d'Allocations familiales connaît un nouveau tournant mercredi après la réunion des délégués de services. Depuis la reprise du travail, malgré la pression exercée par la direction, le retard accumulé n'est pas résorbé. Bien au contraire, les travailleurs marquent leur volonté de ne pas se laisser faire en refusant ce qu'ils considéraient comme la fin de leur mouvement : la reprise des cadences de travail au gré de la direction. La nouvelle forme de résistance nécessite que les réunions aient lieu au moment du repas quand tous peuvent bloquer leur temps d'interruption du

travail en même temps. Cela n'est pas facile d'autant plus que la direction, on s'en doute bien, ne facilite pas les choses. La coordination intersyndicale que la CFDT et la CGT tentent d'élargir à FO et à la CFTC, pour autant que ces organisations se placent sur des positions correctes, vise aujourd'hui à faire échec aux menaces de retenue sur les salaires de trente trentièmes pour le mois d'avril soit la totalité du salaire. La direction s'était engagée à ne récupérer qu'une partie des journées de grève chaque mois, elle utilise le chantage pour obtenir une normalisation complète et rapide du travail.

**téléphonez
au
quotidien
636 73 76**



De l'Élysée à Matignon

MAIRE DÉVELOPPE L'ATTENTISME

Après les «100 jours» donnés par Maire à Giscard, afin de «juger les actes», après la journée européenne sur l'emploi, où la CFDT déclarait vouloir «la même chose» que le syndicat DGB allemand, après enfin le jugement positif porté sur l'entretien avec Barre en fin de semaine dernière, Maire était, lundi matin, l'invité de l'émission : «Expliquez-vous sur Europe 1».

Peut-être plus qu'il ne l'avait fait depuis quinze jours, Maire a tenu à expliquer en long et en large que ses allées et venues chez Giscard, chez Barre, ses déclarations de satisfaction ne traduisaient en rien une attitude de collaboration de classe et qu'il ne fallait pas de toute façon attendre beaucoup de résultats des entretiens actuels : «On parle ici ou là», a dit Maire, d'ouverture du côté du gouvernement, très franchement, pour l'instant, nous n'en savons rien car ce sera le contenu qui importera... reste quand même l'épreuve je dirai principale, celle de la discussion sur le fond des choses».

QUELQUES MIETTES...

Pour s'en justifier il débitera même quelques arguments dont la perti-

nence et le caractère nouveau saisissent : «Il ne faut pas se faire d'illusions sur ce que peut lâcher Barre, car la politique économique du gouvernement Barre n'est pas remise en cause... Une politique qui vise à l'évidence à donner les moyens au patronat de se restructurer, de se déployer... Les travailleurs en supporteront les conséquences ceci sera vrai, hélas, demain comme hier».

Dans ces conditions comment peut-il justifier les «100 jours» qu'il a accordés au gouvernement pour juger sur pièces? Comment peut-il qualifier les discussions avec Barre «d'approfondies» et dire «que la volonté très affirmée par la CFDT d'obtenir des résultats semble aujourd'hui, faire reculer l'intransigeance de nos interlocuteurs, y compris de M.

Barre qui pendant des mois et des mois n'a jamais parlé de négociations?». Que réclame donc le secrétaire général de la CFDT? Sur le SMIC? Il accepte que cette revendication soit discutée en plusieurs étapes et il ne la chiffre même plus depuis la fin de la semaine! Barre a déjà annoncé la «première étape»: une petite revalorisation (déjà mangée par les dernières hausses) au 1^{er} mai, le reste on verra après!

Les conditions de travail, la retraite? C'est la même «exigence». Les autres revendications dont Maire dit pourtant qu'elles sont prioritaires, comme la réduction du temps de travail, les conditions de travail? Pour lui «il faut avancer pour que ces problèmes trouvent un début de solution». C'est tellement vague que l'on pourra mettre ce qu'on voudra derrière, pourvu qu'on ne parle pas par exemple de la cinquième semaine de congés payés. Et Maire n'en parle pas.

L'emploi? Edmond Maire se contente de se plaindre que l'Etat capita-

liste aide le patronat à se restructurer «sans que les travailleurs n'aient vraiment leur mot à dire sur les changements économiques que cela suppose» ce qui ne veut rien dire sinon peut-être qu'une politique de «reclassement» soit mise en place pour les travailleurs licenciés? On sait ce que ce mot là recouvre!

On sait que samedi, Bergeron n'a pas manqué d'ironiser sur les va et vient de la direction CFDT dans les cabinets qui à l'Élysée, qui à Matignon «il est toujours difficile de faire adorer un jour ce qu'on voulait brûler la veille», a déclaré Bergeron, ajoutant «je comprends très bien les difficultés que rencontrent les dirigeants de la CFDT pour expliquer à leurs militants les raisons d'un changement d'attitude que nous observons par ailleurs avec intérêt». Maire, suite à ses déclarations n'a pu que reconnaître que Bergeron tentait de se servir de ses entretiens avec Giscard ou Barre, pour se refaire une virginité syndicale à bon marché. Mais à qui la faute?

Et de faire une mise au point «il faut quand même dire les choses clairement : la CFDT n'a absolument pas l'intention de suivre une politique à la FO, n'a pas l'intention de signer des accords que FO a signés... nous ne recherchons absolument pas un renversement d'alliance avec FO : non, nous croyons que l'avenir passe bien par l'unité d'action avec la CGT mais sur une base plus riche, proche de ce que veulent les travailleurs tous les jours, moins dominée par l'attente de changements politiques». Critique des journées d'action sans lendemain donc et même implicitement du freinage des luttes au nom des échéances électorales. Mais que la CFDT n'a-t-elle fait plus tôt...

AUCUNE PERSPECTIVE D'ACTION

Et puis, que propose-t-elle donc à la place? Après avoir déclaré que «le changement pour nous, c'est que nous n'avons pas l'intention de nous contenter de dénoncer cette situation (la politique de

Barre) — Maire reconnaît-il donc que la direction confédérale n'a fait que cela jusque maintenant? — il parle de «rapport de force», de «pressions» mais sans aucune perspective concrète. Il déclare même «lorsque nous allons voir le gouvernement et le patronat en leur disant : Etes-vous prêts à négocier, la responsabilité est bien dans le camp de nos interlocuteurs. Ou ils vont dans le sens des négociations ou bien un jour ou l'autre, inévitablement, ce profond mécontentement souterrain surgira», autrement dit ce sera la lutte.

Mais est-ce en avertissant le pouvoir que faute de négocier, les travailleurs ne manqueront pas de partir en lutte qu'on lui imposera des reculs? N'est-ce pas à l'inverse un mobilisant dès aujourd'hui les travailleurs?

Ce sont bien des perspectives d'action, et non des allées et venues incassantes dans les salons élyséens et autres, que les travailleurs exigent!

Richard FEUILLET

INFORMATIONS GENERALES

LUTTES OUVRIERES

L'abandon des B 737
par Air FranceQue cache
la manœuvre ?

La décision d'abandonner la location de 13 avions Boeing 737 prise lundi par Air France est dénoncée comme une «manœuvre» par l'inter-syndicale des pilotes de ligne, qui se réunissait ce mardi.

Les 737 devaient remplacer une partie de la flotte de Caravelles, devenues trop chères à l'entretien, et trop gourmandes en carburant. Le 737 convenait bien au créneau laissé libre et, en attendant un avion européen, Air France avait décidé une location.

Seulement, on a décidé en haut lieu, à la compagnie nationale, que deux

pilotes suffiraient pour un tel avion, alors qu'il y en a trois en général (et sur les 737 des deux plus grandes compagnies américaines). Les pilotes de ligne refusent cette réduction de personnel.

L'abandon de la location apparaît donc comme un moyen de pression sur les pilotes. D'autres enjeux sont peut-être à rechercher : Boeing développe actuellement aux USA une violente campagne contre la location-vente d'Airbus par Eastern Airlines, accusant les gouvernements français et allemand d'avoir financé cette vente.

Réunion de l'OTAN

La bombe
à neutrons

Ce mardi débutait au Danemark une réunion des chefs de commandements de l'OTAN. Ordre du jour : la planification de l'armement tactique nucléaire pour les cinq ans à venir. On y discutera à coup sûr de la bombe à neutrons, d'autant plus que, selon un spécialiste allemand, les Soviétiques maîtriseraient aussi cette arme.

Belgique, Danemark, Allemagne de l'Ouest, Italie, Turquie, Grande-Bretagne, et surtout USA sont réunis pour discuter officiellement de la répartition et de la modernisation des armements nucléaires tactiques en Europe. Il y sera très certainement question de la «décision» américaine de ne pas poursuivre le programme de la bombe à neutrons, et de la position de certains pays européens vis-à-vis de l'implantation sur leur territoire de cette arme. On parlera aussi de la mo-

dernisation des 7 000 ogives nucléaires disposées en Europe, (qui doivent être remplacées par des armes plus «précises»), et enfin de nouvelles procédures de commandement. Un rapport américain sur l'équilibre stratégique sera entendu, qui préfigurera la position de Cyrus Vance lors de son tout prochain voyage à Moscou.

Un scientifique allemand, Heinz Kaminski, repris par le ministre de la Défense, a affirmé que les Soviétiques sont capables de fabriquer la bombe à neutrons, et la possèdent peut-être même. «Par leurs clameurs, les Soviétiques ne cherchent qu'à empêcher les Américains de les égaler». La technique de la bombe à neutrons n'étant pas spécialement nouvelle, ceci est fort possible.

Les déclarations passent, la course aux armements reste.

Tours, une semaine
après la chute du pont
l'eau manque toujours...

Une semaine après l'effondrement du pont de Tours, la moitié des habitants, directement touchés par la rupture des canalisations d'eau que cet accident a entraînée, sont toujours astreints à limiter leur consommation. Alors qu'au lendemain de la chute de l'ouvrage, nombreuses promesses étaient faites, que la privation d'eau ne durerait pas plus de trois jours, certains habitants sont encore obligés de faire la queue et de multiples voyages, avec des récipients souvent très lourds, pour avoir le précieux liquide.

Seules les habitations basses profitent d'un branchement provisoire.

L'installation de la canalisation de remplacement a été retardée par le... froid qui empêchait l'exécution des soudures ! Nouvelle promesse est faite : le rétablissement devrait avoir lieu jeudi à 22 heures.

Quant au pont qui devrait permettre de résorber un tant soit peu les embouteillages causés par la disparition du pont Wilson, il semble qu'il ne sera pas mis en place de sitôt !

A CODOL (Dôle)

APRES LA REPRISE,
LES QUESTIONS...

Dans le groupe Weil, la longue grève des ouvrières de Codol à Dôle, s'est terminée par un accord qui n'apporte, d'après la direction, aucun avantage nouveau. Cette grève avait commencé sous forme de débrayages avant les élections pour protester contre les cadences imposées par les structures des Jeans. (Aussi rapides avec un tissu très rude qu'avec un tissu normal). La toile des Jeans étant maintenant délavée, le problème serait provisoirement «résolu»... avec les mêmes cadences. Par ailleurs la revendication des 2 400 F de SMIC n'a pas abouti sinon à une hausse

de 2 % des salaires au 1^{er} avril (le minimum horaire est ainsi de 11,35 ; on est donc loin du compte !)

Il faut souligner les manœuvres des dirigeants CGT de la région et ceux de Weil qui durant des semaines ont donné l'impression qu'ils organisaient la solidarité entre les usines. En réalité leur principal souci était bien plutôt de l'empêcher, d'empêcher tout contact entre les militants CFDT de Besançon et les ouvrières de Dôle syndiquées à la CGT. Ainsi le débrayage d'une heure proposé chez Weil en fin d'après midi à deux jours de la reprise a laissé

les travailleurs désorientés. D'un côté, les raisons de lutter ne manquaient pas : c'est ce qu'ont voulu montrer en particulier les femmes d'un atelier de piquage particulièrement exploitées et maltraitées par les chefs ; de l'autre, personne ne croit plus qu'on puisse faire reculer le patron soit en restant isolés soit par un petit débrayage d'une heure, ni par une journée d'action sans perspectives.

En réalité les remises en cause sont nombreuses dans les syndicats après l'échec de la seule perspective que leurs directions avançaient, (la victoire de

la gauche) : on ne veut plus les suivre n'importe où. C'est particulièrement net vis-à-vis de la CGT qui chez Weil, face aux tentatives du patron de monter un syndicat FO, ne riposte que sur le terrain juridique. La CGT faisant annuler perpétuellement les élections de délégués les travailleurs sont appelés à revoter. En réalité, ce que les «grands dirigeants» de la CGT (comme ils se nomment eux mêmes dans un tract (!)) ne peuvent pas accepter, c'est de voir le nom du responsable PCF rayé et des syndicalistes anciens se tourner vers un autre syndicat !

LE PLAN DE RESTRUCTURATION
DU VIGNOBLE EN ACTION

Les plans de «sauvetage» se sont suivis et les viticulteurs qui ont mené de dures luttés n'ont rien eu à en attendre. Le plan Bentégeac que le pouvoir a imposé aux lendemains de Montredon s'applique parfaitement. A la faveur d'une année difficile pour les viticulteurs, une autre... ceux qui en ont les moyens restructurent. Ils arrachent la vigne et reconvertissent. Après les vendanges difficiles, car le degré du vin était faible, ils ont discrètement manipulé une tendance corporative du mouvement viticole en les poussant à demander la chaptalisation alors même que c'était la ruine assurée pour les petits.

«La vigne, ça paie plus ! On va faire des primeurs sous serres». Voilà ce que pourrait dire un gros propriétaire de la région de Aimargues. Un gros, car pour que l'opération arrache soit rentable, il faut que les 8 à 10 000 F de primes gouvernementales par hectare (accordées à ceux qui arrachent), constituent un gros capital pour être réinvesties ailleurs,



La restructuration qui écrase les petits viticulteurs.

dans des cultures sous serres associées à des céréales. On survit mal avec 10 hectares de vigne : mais huit ou dix millions anciens pour démarrer une autre culture garantit la perte de celui qui tentera cette folie. Par contre, avec un domaine de deux cents hectares et plus, comme bon nombre de gros propriétaires en pos-

sèdent autour d'Aimargues on peut être assuré de réaliser les objectifs du plan Bentégeac. Bentégeac, en haut fonctionnaire parfaitement plié au désir du gouvernement, avait proposé, avant d'aller exercer ses talents en Corse, un plan qui conviendrait à ces gros producteurs qui poussaient le rendement pour obtenir à

bas prix un vin industriel idéal pour tous les coupages avec les vins importés à bas prix. Ils étaient directement à l'origine de la crise viticole et aujourd'hui ils profitent encore de la reconversion, sur le dos des viticulteurs contraints à l'exode.

Bernard PELO



«Comme en novembre, les ouvriers de la Temik refusent de servir de cobayes».

Béziers :
les ouvriers cobayes

Les ouvriers de La Littorale qui fabriquent à Béziers le dangereux pesticide «Temik», un des fleurons de la gamme des produits du trust américain Union Carbide, se sont à nouveau révoltés. «Nous avons servi de cobayes, l'usine est toujours expérimentale» écrivent-ils dans leur bulletin inter-syndical. L'intoxication dont ils étaient victimes à cause de la manipulation des produits dangereux continue ; 16 % des 227 ouvriers examinés avaient une dose dangereuse d'aldicarbé dans le sang. A la suite de la lutte engagée en novembre dernier ils avaient obtenu que les manipulations les plus dangereuses soient effectuées automatiquement. Il n'est pas inutile de rappeler que la même usine aux USA est installée dans un désert et que le mépris de la santé des habitants des quartiers neufs de Béziers (menacés en cas d'accident du type de Seveso) va de pair avec le mépris de la santé des travailleurs de l'usine. Pour le moment, les patrons pensaient se contenter de changer de postes de travail les ouvriers contaminés par le poison !

Expulsion de deux manifestants au Puy-en-Velay

EXIL OU EXPULSION ?

Le 9 mars dernier, Barre était invité à un meeting électoral au Puy (Haute Loire). 2 000 manifestants lui dirent ce qu'ils pen-

saient de sa politique. Leur détermination était telle qu'elle a contraint le meilleur économiste de France à entrer dans la salle par

une fenêtre. A la sortie, des projectiles volèrent en direction du premier ministre. Une voiture fut atteinte, ainsi qu'un organisateur du meeting. Le lendemain de la manifestation, Barre faisait arrêter des manifestants. Six inculpations sont prononcées dont 3 s'accompagnent d'un emprisonnement. Parmi les inculpés se trouve une camarade espagnole ainsi qu'un camarade algérien. Parmi les emprisonnés, un camarade algérien qui a subi des sévices policiers.

Le mercredi 12 au soir, puis le jeudi 13 au matin, sur ordre de la Préfecture la camarade espagnole ainsi que le camarade algérien étaient arrêtés et conduits au Commissariat pour y être gardés à vue.

Alors que ce n'est que vers 16 heures ce jeudi que l'on avait la confirmation que les arrestations opérées entrent dans le cadre d'une procédure d'expulsion, la riposte s'organise et aboutira à la libération dans la soirée même de la camarade espagnole. Un certain nombre d'or-

ganisations convoquaient une réunion pour envisager la poursuite de l'action. Mais, après une demi-heure de débat, l'attitude du PC et de la CGT était claire : ils ne voulaient rien faire avec certaines organisations qualifiées d'«irresponsables».

Aussi deux communiqués furent rédigés séparément d'un côté le PC-PSU-CFDT-CGT-FEN, de l'autre, HR-FOC-LCR-PCR ml-Groupes femmes-Groupes écologistes, OCI-JOC ; étaient doubles signataires la CFDT, FEN, PSU. Ces expulsions sont de véritables provocations inadmissibles portant atteinte aux libertés démocratiques du pays et nous exigeons l'annulation des arrêtés d'expulsion et la libération immédiate des inculpés.

Malgré le recul du pouvoir et la mise en liberté de la camarade espagnole le soir même, les organisations politiques et syndicales décidèrent néanmoins de poursuivre l'action, afin que soient rapatriés en France les deux camarades algériens qui ont été malgré tout expulsés le ven-

dredi 14. Dans le cadre de cette action plusieurs organisations ont proposé que soit organisé un gala avec la participation d'une troupe d'immigrés.

Tout au long de cette affaire, le pouvoir n'a cessé de montrer son racisme. C'est d'abord la préfecture qui au lendemain de la manifestation et sur pression hiérarchique a exécuté la vengeance mesquine de Barre. C'est aujourd'hui cette même préfecture qui suggère au Ministère de l'Intérieur l'expulsion ; dans sa hâte de sanctionner, l'Administration n'hésite pas à outre passer ses propres lois ; en effet, en dernière minute, nous apprenons que le ministère de l'Intérieur a expulsé deux ressortissants français. En effet, les deux camarades soi-disant ressortissants algériens nés en France et ayant vécu en France depuis toujours, sont juridiquement Français. (lois 73-42 du 9 janvier 73 et 74-631 du 5 juillet 75).

Affaire à suivre...

Correspondance du Puy (Haute Loire)

Les expulsés du Puy, bien français !

Le ministère de l'Intérieur a sèchement réagi à l'annonce faite par *Libération* de la nationalité française des deux expulsés du Puy, Mohamed Bretil et Abdelkrim Houmer. Un communiqué diffusé lundi affirmait qu'ils étaient de nationalité algérienne, en vertu de l'ordonnance 62-825 du 21-7-62. Or, selon *Libération*, ce texte a été abrogé par la loi du 9 janvier 1973. Les deux expulsés de Barre sont donc soumis au régime général du code des nationalités, qui leur reconnaît la nationalité française (né et résident en France).

Une bavure qui s'infec-tue dans cette plaie que sont les expulsions de travailleurs immigrés : Mohamed Zerouki, expulsé le 29 octobre pour «trouble de l'ordre public», c'est-à-dire «sympathie avec le Polisario» est toujours en Europe. Il attend que son recours en conseil d'état passe. Le Conseil d'Etat n'est pas pressé.

Une fois encore de graves atteintes aux libertés démocratiques

Suite aux incidents survenus lors de la manifestation contre Barre au Puy en Velay, deux jeunes Algériens sont secrètement expulsés, sans recours, sans avis à la famille même. Une camarade espagnole est aussi condamnée à être expulsée, tout cela sous le coup d'une procédure d'urgence émanant du ministère de l'Intérieur.

C'est par une mobilisation massive du Groupe Femmes, des organisations syndicales et politiques et par l'intervention de l'avocat de St-Etienne, Maître Poiteau, que l'expulsion de la camarade Gloria Aznar est annulée.

Nous avons retrouvé la camarade libérée dans un état de dépression complète ; ce traumatisme dû aux conditions sauvages au commissariat et à la maison d'arrêt nous donne de vives inquiétudes sur son état de santé. Nous restons fermement mobilisées pour exiger le retour immédiat des deux camarades algériens expulsés et l'annulation définitive des peines d'expulsion.

Le Groupe Femmes du Puy (Hte-Loire)

Le résultat de la «marée expérimentale»

LES CRUSTACES SONT POLLUES

Plusieurs bateaux des quartiers situés sur la zone directement polluée sont sortis, ces deux derniers jours, à la suite de la décision prise sous la pression des autorités maritimes, lors de la réunion du 11 mars (cf notre édition du 15). Les premiers résultats de cette pêche n'incitent guère à l'optimisme. D'autant plus que, selon les services de Becam, les nappes restent menaçantes.

Plusieurs équipages avaient refusé de prendre la mer : «Pourquoi engager les dépenses que provoque une sortie, alors que l'on sait que les crabes risquent fort d'être inconsommables, que les cours seront au plus bas, et qu'il vaudrait bien mieux laisser les crustacés se nettoyer eux-mêmes, pour qu'ils puissent se reproduire l'année prochaine ?». Les premiers résultats des pêches semblent leur avoir donné raison : selon la station biologique de Roscoff, tous les crustacés et les coquillages pêchés à moins de deux milles des côtes, ont le goût et l'odeur du pétrole, et ceci depuis Portsall jusqu'à l'île de Batz. Selon d'autres témoignages, provenant des pêcheurs eux-mêmes, les crustacés pêchés plus loin avaient une apparence tout à fait normale, à l'odeur, à la cuisson et au goût, mais ils ont provoqué des troubles de digestion. Telle est la réalité, que la vaste intoxication de la radio et de la

télévision cherche à masquer. Le dire, ce n'est pas porter préjudice aux pêcheurs bretons, c'est au contraire donner des raisons de lutter pour exiger de justes indemnités.

CONSOMMABLES DEUX ANS APRES

Le précédent du Bohlen a montré que, sans parler de la perturbation des équilibres écologiques, les crustacés pollués survivants ne sont pas consommables avant longtemps : les viviers du port de l'île de Sein avaient été complètement mazoutés après le naufrage du pétrolier est-allemand, le 14 octobre 76. Certains patrons pêcheurs, avant de rejeter à la mer la contenance de ces viviers, avaient pris l'initiative de marquer crabes et araignées de la lettre P. Régulièrement, ils ont trouvé dans leurs caisiers certains crustacés marqués. Et ce n'est que tout récemment qu'ils ont pu les consommer sans

problème apparemment. Ceci doit être accueilli sous réserve d'analyses plus élaborées, mais montre qu'un délai de deux ans est nécessaire pour que les hydrocarbures concentrés dans les tissus de ces crustacés aient été complètement «lavés». A condition que le pétrole ne revienne pas.

«NOUS NE VOULONS PAS NETTOYER»

Les services de Becam ont à ce propos annoncé que la menace persistait sur la côte nord, et sur la côte sud. Si les côtes du cap Sizun n'ont finalement pas été touchées, celles d'Ouessant et de Molène l'ont été, dans une proportion bien moindre que lors de l'échouement de l'Olympic Bravery, il est vrai. Cependant les nappes, fragmentées, mélangées à l'eau pour les hydrocarbures les plus légers, flottant entre deux eaux pour d'autres, peuvent revenir sur les côtes, selon l'orientation des vents. Et l'on sait que les moyens employés pour les réduire (par quels produits ?) sont très insuffisants, comme le rappelaient les maires du cap Sizun.

Retour de la marée noire ou non, les côtes polluées



Un départ à la pêche. Les sourires sont sur les visages. C'était avant L'Amoco Cadiz.

les sont encore. Il semble que le travail de pompage et de ramassage à la pelle ait été fait dans sa plus grande partie, à l'exception de quelques criques difficilement accessibles. Il reste le plus gros, c'est-à-dire le nettoyage des rochers et des galets. «On se demande si on en verra jamais la fin» explique un habitant de Morlaix. Les volontaires bénévoles venus assez massivement pendant les congés scolaires commencent à repartir, et, à la fin de la semaine, il ne devrait pas en rester beaucoup. Des campagnes sont lancées, par *Ouest France* notamment pour mobiliser les Bretons dans les semaines qui viennent. A Morlaix, un journaliste du *Télégramme* se montrait sceptique : «Les Bretons sont courageux. Quand il y a une calamité naturelle ou un accident, ils n'hésitent pas à payer de leur personne. Mais

cette fois, c'en est trop. A la quatrième fois, on ne nous y reprend pas. Je crois que les Bretons n'iront pas nettoyer les rochers. Ce n'est pas à eux de le faire. Il y a des responsables dans cette affaire. Chacun, individuellement, qu'il habite Huelgoat, Carhaix ou la côte se sent très concerné et aussi très en colère. Mais pas prêt à aller réparer les

dégâts des pollueurs. Je ne sais pas ce que cette colère va produire. Mais je suis sûr qu'il suffirait d'un événement qui prolonge la marée noire pour qu'elle se cristallise et pour qu'elle éclate plus fort que bien des gens ne l'imaginent».

Les Bretons n'attendent pas forcément une cinquième marée noire.

Eric BREHAT

175 INTERVENTIONS POUR INTOXICATION

Entre Plouguerneau et Porspoder, c'est-à-dire dans une zone plus étroite que l'ensemble des côtes touchées, la Croix rouge a déjà dû intervenir 175 fois auprès des nettoyeurs de mazout, soldats ou civils. Les cas les plus fréquents sont des blessures contaminées par le mazout, des brûlures, des projections dans les yeux, des malaises.

Dans neuf cas, il a fallu procéder à une évacuation, la dernière en date étant celle d'un jeune de Chatelleraut, qui grattait du côté de Tréopon. Il souffrait de maux de tête et éprouvait des difficultés à respirer.

Zimbabwe : le Front Patriotique maintient fermement sa position Américains et Britanniques déçus

La déclaration commune publiée à l'issue de deux journées de conversations à Dar Es-Salam (Tanzanie) entre les dirigeants du «Front Patriotique» du Zimbabwe et les chefs des diplomaties britannique et américaine, David Owen et Cyrus Vance, fait état d'un accord sur la nécessité de tenir dans les plus brefs délais, une nouvelle conférence, mais elle ne précise pas si cette conférence réunirait toutes les parties au conflit, donc y compris le raciste Smith, comme le souhaitent Londres et Washington.

En tout cas, Américains et Britanniques se déclarent déçus. Ce qui les gêne, c'est la fermeté du «Front Patriotique». Celui-ci a notamment renouvelé ses objections sur la question de savoir qui détiendra le pouvoir pendant les six mois de transition précédant l'accession du Zimbabwe à l'indépendance. Le Front réclame toujours le démantèlement des forces armées racistes rhodésiennes, affirmant qu'il aura à jouer un rôle «prédominant» et que l'armée devra être sous son contrôle. Interrogé sur l'évolution de la situation dans les prochains mois, Mugabe, co-président du Front, et dirigeant de la ZANU, a notamment déclaré : «Cela dépendra des décisions de David Owen. S'il décide qu'il y a lieu de tenir une conférence, et s'il s'y rend dans l'intention de mettre le processus de décolonisation en mouvement alors ce sera très bien. Si, au contraire, il s'écarte des propositions anglo-américaines en direction de l'accord de règlement interne (voulu par Smith), alors, bien entendu, c'est sur le champ de bataille que nous le rencontrerons».

Procès de Turin : les «Brigades Rouges» mettent en cause de très hautes personnalités

Deux jours après le communiqué N° 6 des «Brigades rouges», le procès de 15 de leurs chefs «historiques» s'est réouvert lundi à Turin. Le procès semble être entré dans une phase décisive avec la confrontation entre les «brigadistes» accusés et Edgardo Sogno, député et ancien agent de la CIA. Celui-ci fut l'un des principaux instigateurs d'une tentative de coup d'État d'extrême-droite, programmée pour août 1974, et dans laquelle auraient trempé de très hautes personnalités politiques et militaires italiennes, avec l'appui financier d'Agnelli, le PDG de Fiat. Les «Brigades rouges» ont mis en cause des personnalités comme l'actuel président de la République, Giovanni Leone, impliqué déjà dans de nombreux scandales comme l'affaire Lockheed, Fanfani, Taviani, etc. De nombreuses pièces à conviction auraient été camouflées par le juge Violante, membre du PCI.

De son côté, la direction du PCI, à l'issue de la réunion de son comité central, lundi, a appelé à «la fermeté». Se déclarant investi d'une «nouvelle responsabilité» dans la défense de l'État italien, il a souligné qu'il lui fallait se débarrasser de mauvaises habitudes acquises par de longues années d'opposition, alors qu'aujourd'hui «le PCI, sans participer encore au gouvernement, fait déjà partie de la majorité parlementaire et apporte au gouvernement son appui critique et constructif».

Meeting anniversaire pour la libération de Phnom Penh (17 avril 1975)

JEUDI 20 AVRIL À LA MUTUALITÉ À PARIS

Projection d'un grand film inédit sur le Cambodge aujourd'hui : *Kampuchea démocratique*

A l'appel de l'HR et du PCRml soutenu par la F.U.P.T.E.

Avec la participation du comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France

LA POLICE FRANÇAISE A LA RESCOUSSE DES TONTONS MACOUTES

Les travailleurs venus de Haïti, pour échapper au régime sanguinaire qui opprime leur pays, sont un millier en France à être très durement exploités. Ces derniers mois, plusieurs centaines d'entre eux ont été victimes de la répression policière, notamment dans les foyers de la région parisienne. Tracasseries, contrôles, détentions arbitraires, expulsions, et même refoulement à Haïti où ils sont livrés à la merci du dictateur Duvalier fils et à ses célèbres tortionnaires, les «tontons macoutes». D'autres travailleurs haïtiens, qui cherchaient un travail en Guadeloupe, ont été également victimes de l'administration coloniale française. Il faut dire

«Le 22 mars dernier à 5 h 30 du matin une douzaine de policiers faisaient irruption dans un hôtel de Clichy qui abrite une trentaine de Haïtiens. Vingt d'entre eux furent amenés à la Préfecture de Paris, enregistrés, leur passeport confisqué. Deux travailleurs en possession illégitime de papiers français sont détenus. Obligation est faite aux autres de se présenter à la Préfecture de Nanterre. Ils se voient remettre, avec leur passeport, une convocation en vue de la «régularisation» de leur situation. Cette soldisant «régularisation» on le sait, c'est l'ouverture de la procédure d'expulsion.

Cet incident n'est pas isolé. En janvier dernier le même scénario s'était déjà produit dans un hôtel de Bagnolet. Au total, 21 travailleurs à qui injonction est faite de quitter le territoire français dans les 48 heures. Début décembre 1977, 5 travailleurs en possession de papiers français sont arrêtés et sont toujours détenus à

ce jour sans jugement. En novembre un travailleur en «situation irrégulière» est arrêté et refoulé de suite en Haïti, s'exposant ainsi au risque de l'emprisonnement dans les geoles duvaliéristes. Tout ceci, sans compter les refoulements de travailleurs débarquant à l'aéroport.

C'est donc à une offensive en règle qu'on a affaire. Elle ne se limite pas à la région parisienne. En Guadeloupe, colonie française, c'est à une véritable chasse aux travailleurs haïtiens qu'on assiste depuis la fin janvier. Dans la rue, sur leurs lieux de travail, ou chez eux, les Haïtiens sont inquiétés, arrêtés, déportés. Particulièrement nombreux depuis 1974, ils constituent une cible de choix pour la démagogie du gouvernement français qui cherche à rendre les travailleurs immigrés responsables du chômage. 500 travailleurs auront été ainsi inquiétés, arrêtés, déportés.

Le MDMP s'adresse ensuite aux travailleurs haï-

tiens : «Nous savons d'expérience que la bourgeoisie française participe directement avec les capitalistes américains, au pillage de Haïti, et à l'exploitation de ses cinq millions d'habitants. Une route de la «coopération franco-haïtienne» vient même d'être ouverte à Haïti. En «échange», les travailleurs haïtiens en France sont parmi les plus exploités, la situation de «non-réguliers» que leur impose le gouvernement français, sur le plan administratif, servant à aggraver leur sort.

Nous publions ci-dessous des extraits d'une déclaration que vient de nous transmettre le «Mouvement pour le développement de la mobilisation patriotique à Haïti».

«Nous savons d'expérience que la bourgeoisie française participe directement avec les capitalistes américains, au pillage de Haïti, et à l'exploitation de ses cinq millions d'habitants. Une route de la «coopération franco-haïtienne» vient même d'être ouverte à Haïti. En «échange», les travailleurs haïtiens en France sont parmi les plus exploités, la situation de «non-réguliers» que leur impose le gouvernement français, sur le plan administratif, servant à aggraver leur sort.

A L'ETRANGER

Les choses ne vont guère mieux. En France nous avons les conditions de vie les plus déplorables : en proie au chômage alors que nous nous sommes endettés jusqu'au cou (jusqu'à 18 000 F parfois) pour voyager, poule aux œufs d'or des agences d'intérim et des patrons qui nous embauchent tout juste au SMIC et qui nous licencient à leur convenance ; entassés dans

des chambrettes d'hôtel qui nous coûtent jusqu'au tiers de notre salaire, seuls, séparés de nos familles.

Aujourd'hui la bourgeoisie française doit faire face à la crise de son système d'exploitation en nous maintenant sous la menace constante de la déportation, en nous privant de tout droit, alors qu'elle se livre chez nous au pillage de nos richesses nationales. C'est cela qu'elle veut nous faire payer en s'efforçant d'instaurer et de profiter des divisions dans l'ensemble de la classe ouvrière et de désigner les travailleurs immigrés comme les responsables du chômage. En Guadeloupe, les travailleurs haïtiens ont été sciemment importés et utilisés comme briseurs de grève. En même temps Haïti «indépendant» était présenté comme épouvantail visant à briser la volonté d'indépendance du peuple guadeloupéen. Mais à ces manœuvres, le peuple guadeloupéen a d'ores et déjà entrepris avec succès de riposter. (...)

Compatriotes et camarades ! Organisons la riposte en union avec les forces anti-impérialistes de France !

«En avant !» et des patriotes indépendants

Armées (Monthléry)

Plusieurs fouilles et interrogatoires

«La sortie du N° 1 de notre bulletin *Ancre rouge*, au lendemain d'un grand rapport consacré notamment à la circulaire anti-subversion dans les casernes, a provoqué dans la hiérarchie un grand remue-ménage. Au milieu de cette agitation — dans laquelle seul le colonel conserve une certaine dignité — la Sécurité militaire intervient de la façon la plus classique : espionnage, fouilles (sous prétextes de vols !), interrogatoires. Elle voudrait bien savoir qui fournit au comité les adresses de tous les soldats du régiment, qui appartient aux différents réseaux de soutien, qui collecte les informations, l'argent, où est imprimé le journal...

«Elle tente d'entretenir un climat de peur et de mouchardage dans la caserne. Sont notamment visés ceux qui ont été repérés pour avoir participé à des manifestations, à des grèves ou qui appartiennent à des sections syndi-

cales. Même des engagés sont sur la sellette.

À la suite d'un interrogatoire qui s'est prolongé jusqu'à 2 heures du matin et au cours duquel ont été employés les procédés les plus méprisables, un appelé qui n'a rien à voir avec le comité, a tenté de se suicider, en avalant des barbituriques.

Le comité fournira bientôt à la presse d'intéressantes indications sur la façon dont — au mépris de toute légalité — Sécurité militaire et Renseignements généraux travaillent main dans la main (ou la fiche dans la fiche).

«Dans l'immédiat, nous appelons à la vigilance car des arrestations «au hasard» se préparent. Au moment où le mouvement des comités est en train de trouver son second souffle, il importe que la solidarité joue à plein. C'est l'avenir qui est en jeu».

Comité de soldats du 1^{er} RAMA de Monthléry.

FICHES ET DEBOUTES :

Lors du rassemblement des autonomes à Strasbourg, le 17 décembre, 300 personnes avaient été interpellées au hasard, fichées et photographiées. Certains avaient demandé en justice la saisie et la destruction de ces fiches arbitraires. Le tribunal les a déboutés, estimant qu'il «n'y avait pas d'urgence»...

DIRECTEUR RACISTE

M. Lemaire, directeur du centre de tri postal de Paris Clichy-Montmartre a envoyé une lettre à ses supérieurs affirmant que «cette proportion très importante (de postiers antillais) n'est pas sans conséquence sur la qualité du service mais aussi sur

la conduite des brigades». Interrogé par un journaliste, ce directeur a affirmé bien haut qu'il n'était pas raciste, et que d'ailleurs, «les Antillais, ce n'était pas comme les Turcs ou les Algériens».

LES LIBERTAIRES ESPAGNOLS MENACENT

Une vingtaine de libertaires et d'autonomes espagnols font la grève de la faim dans les prisons espagnoles, ont révélé des militants espagnols lors d'une conférence de presse tenue à Toulouse. L'un d'eux est mort à Carabanchel.

«Pour un mort de chez nous, il y aura également un mort de leur côté», ont-ils ajouté. Par ailleurs, un militant basque, Vicente Albano, a demandé l'asile politique en France.

Liban LE RETOUR DES RÉFUGIÉS AU SUD

Les soldats israéliens : «Fermez la route, nous déjeunons»

● Le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, a entamé une tournée au Proche-Orient. Lundi, à Beyrouth, il s'est entretenu notamment avec Yasser Arafat. Dès son arrivée dans la capitale libanaise, Kurt Waldheim avait déclaré que le retrait israélien, pour le moins symbolique, du sud-Liban, n'est pas conforme aux souhaits des Nations-Unies. Le gouvernement libanais, que le secrétaire général de l'ONU a également rencontré, a lui-même accusé Israël de n'avoir effectué qu'un retrait «microscopique» du territoire libanais et s'est déclaré inquiet du «flou» de la mission exacte des casques bleus. Ceux-ci en effet, continuent de servir de caution à l'occupation du sud-Liban, contrairement à la résolution du Conseil de Sécurité qui réclamait un retrait israélien immédiat, et alors que l'extrême-droite libanaise continue de réclamer un déploiement des casques bleus au nord du fleuve Litani, pour dit-elle, entraver l'activité de la Résistance palestinienne dans l'ensemble du Liban.

Le témoignage sur le sud-Liban paru dans *El Moudjahid* de dimanche et dont nous publions ici des extraits, montre le comportement odieux des troupes d'occupation sionistes en même temps que leur crainte face à la volonté de retour au sud des réfugiés, parmi lesquels s'enracine la Résistance.

«Plusieurs correspondants de la presse étrangère qui s'étaient rendus vendredi matin à Bazourieh, à cinq kilomètres à l'Est de Tyr, où se trouve un poste de contrôle de «casques bleus» français et un peu plus loin, un autre poste israélien, ont découvert plus de deux mille villageois libanais qui attendaient en plein air, certains depuis près de 48 heures, de franchir la limite du secteur occupé par les forces israéliennes.

Les correspondants, qui souhaitaient se rendre dans la zone sud-libanaise contrôlée par Israël pour voir sur place le déroulement du second «retrait» annoncé pour le 14 avril,

ont été une nouvelle fois refoqués.

Ainsi donc, d'énormes convois de réfugiés libanais retournant chez eux ont été retenus jusqu'à deux jours de suite par des barrages israéliens dans des villages voisins de Tyr.

Sur la route menant à Lazouriya, 70 véhicules attendaient vendredi de pouvoir franchir le point de contrôle israélien.

Certains ont dû attendre deux jours et deux nuits, et la plupart n'ont emporté avec eux ni eau, ni nourritures.

«Les Israéliens n'ont pas respecté les demandes des Nations-Unies et de la Croix-Rouge qui souhaitent voir accélérer les

passages des réfugiés», dit un jeune soldat de la FINUL.

«...Tous ces gens souffrent, mais nous ne pouvons rien faire. Les Israéliens refusent de les laisser passer plus rapidement», explique-t-il.

«Fermez la route pendant au moins une heure, nous déjeunons», a dit l'un des soldats israéliens.

Impassibles, les réfugiés ont cherché un peu d'ombre pour se protéger du soleil de midi.

«J'ai quitté Beyrouth, il y a deux jours avec mes cinq enfants», raconte une femme. «Mon mari est resté en ville pour essayer de gagner un peu d'argent». Ne s'attendant pas à rester bloquée à Bazouriya, elle n'avait pas emporté de quoi manger. Un chauffeur d'autobus qui se trouvait derrière eux dans la queue leur avait donné un peu de fromage de chèvre»



Burj el-Shamali au Sud-Liban après une attaque sioniste

Tout le long de la route, à l'ombre des voitures, des camions, des autobus, et des tracteurs, vieillards, femmes et enfants attendent, épuisés, que vienne leur tour.

Une jeune femme, souffrant de la chaleur, cherche un peu de tranquillité pour pouvoir nourrir son enfant qui n'a qu'une dizaine de jours (...)

«Ils ont d'abord voulu nous prendre nos terres, maintenant, ils veulent

nous enlever notre fierté».

Certains réfugiés pensent que les Israéliens tentent de les décourager de rentrer chez eux. «... Mais nous devons rentrer chez nous. Nous ne pouvons aller ailleurs».

A Sotteville-les-Rouen Une semaine sur la Palestine

La MJC de Sotteville-les-Rouen organise avec l'AMFP une «semaine Palestine», du 17 au 23 avril, pour soutenir les peuples palestinien et libanais dans leur lutte contre l'agression sioniste.

Films, musique, débats, exposition permettront à ceux qui veulent en savoir plus long sur les problèmes des camps, de la Résistance, de l'histoire de la Palestine, de s'informer.

Exposition permanente de dessins d'enfants de Tal-Zaatar. Table de vente : littérature objets vêtements

Mardi 18 avril (20 h) : 2 films «Ici et ailleurs» de Jean-Luc Godard. «Les Palestiniens», film inédit de P. Vanderkukken

Jeudi 20 avril (20 h) : Musique et chants du monde arabe par le groupe maghrébin de la M.J.C.

Samedi 22 avril (20 h) : Le film «L'olivier» réalisé par le collectif cinéma de Vincennes. Débat avec un représentant de l'OLP.

Toutes ces manifestations se dérouleront à la M.J.C. Maison Pour Tous : 2 rue Thireberg. 76300 Sotteville-les-Rouen. Tel : 72 31 05

Poussée soviétique, défensive américaine

«Le sentiment général est que M. Carter est un amateur» : ce commentaire peu amène pour le président américain, paru dans un éditorial d'un quotidien du Colorado, donne le ton de la dégringolade, semble-t-il assez générale, de l'image de marque de Carter dans l'opinion américaine. Le scepticisme est grandissant vis-à-vis des capacités des dirigeants de la super-puissance américaine à faire face aux problèmes qui l'assaillent. Parmi ceux-ci, les problèmes de politique étrangère ne sont pas des moindres : à ce chapitre, il y a notamment la poussée soviétique sur le plan international et les moyens d'y faire face : là dessus les points de vue divergent, et au sein même de l'administration américaine, des voix s'élèvent pour critiquer le «ventre mou» de Carter face aux prétentions soviétiques dans les négociations relatives aux armements stratégiques, ou face à l'infiltration soviéto-cubaine en Afrique. C'est une des raisons qui a motivé la convocation ce dernier week-end, par Jimmy Carter, d'un «séminaire de réflexion» à Camp David, réunissant son cabinet et ses principaux conseillers.

Les développements actuels de la situation en Afrique donnent la mesure des difficultés de

l'administration Carter à consolider ses défenses face au social-impérialisme, dans le même temps où s'affirme sur ce continent, malgré tous les obstacles, la volonté d'indépendance des peuples. Les voyages africains actuels des dirigeants américains viennent illustrer leurs préoccupations. Dans le cadre d'un voyage de deux semaines, qui le conduira à Moscou, Cyrus Vance, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, vient d'entamer une tournée africaine en commençant par la Tanzanie où il a rencontré les dirigeants du Front patriotique du Zimbabwe. Le représentant américain à l'ONU, Andrew Young, vient d'effectuer une tournée en Afrique de l'ouest. Il y a quelques jours, c'était Carter lui-même, qui était au Nigéria. Son voyage se voulait spectaculaire à plus d'un titre, mais il n'a guère donné de résultats. S'il était destiné à vendre une «nouvelle» politique américaine, il n'a guère convaincu, car l'écart est grand, par exemple, entre les paroles d'opposition à l'apartheid et le refus de prendre des mesures radicales à l'encontre des régimes racistes. Les États-Unis ne renoncent pas pour autant à vouloir faire admettre leur présence et leur politique, car l'Afrique représente à leurs yeux un enjeu particulièrement important : sur ce continent, décisif pour les relations Nord-Sud, l'Union soviétique vient de péné-

trer brutalement avec l'intention affichée de s'y tailler une zone d'influence. Ainsi, de secondaire, la politique africaine des États-Unis est progressivement passée au rang des questions les plus importantes (et les plus âprement discutées), concernant les relations internationales. Mais d'abord, prenons, au moins partiellement, la mesure de l'enjeu.

MATIERES PREMIERES ET MOUVEMENT DES PAYS DU TIERS-MONDE

L'Afrique est un continent riche en matières premières (cf tableau) et de nombreuses possibilités n'y sont pas encore exploitées, alors que les États-Unis, l'Allemagne, la France, le Japon et l'URSS poursuivent activement des recherches dans la plupart des pays. Les richesses minières, inégalement réparties selon les régions, sont très grandes (cuivre en Zambie et Zaïre, bauxite en Guinée, phosphates au Maroc et au Sahara, etc.). Les exportations africaines assurent ainsi une part notable des approvisionnements des pays occidentaux en matières premières : 55 % de cuivre partent pour la France, 35 % pour l'Allemagne, ainsi qu'une grande partie des approvisionnements en phosphates, uranium, etc. Les matières premières agricoles sont également très importantes (70 % de la production

LE POIDS DE L'AFRIQUE (PART DU TOTAL MONDIAL EN %)			
	Production	Exportations	Réserves
Bauxite :	5		25
Cuivre :	20	43	
Étain :	7,9		
Fer :	9,3	19	
Pétrole :	9,8	19	10
Phosphates :	28	48,3	50
Manganèse :	32	55	
Uranium :	21,1		31

N.B. : Pour l'uranium, il ne s'agit que des parts de la production et des réserves du «monde occidental».

mondiale, 40 % des exportations mondiales de café, 53 % de l'huile de palme, etc.).

Les États-Unis dépendent de l'Afrique dans un certain nombre de domaines importants : par exemple, 35 % du diamant, 30 % de platine, 20 % de mercure, 10 % de caoutchouc, 47 % de cobalt, 40 % de manganèse, 47 % du chrome consommés aux USA viennent d'Afrique.

L'Afrique du Sud, la Namibie et la Rhodésie occupent une place particulièrement importante dans la production de ces richesses. Un des principaux producteurs de pierres et de métaux précieux, l'Afrique du Sud, est aussi le premier exportateur mondial de manganèse, le troisième producteur «occidental» (après les USA et le Canada) d'uranium et elle dispose du quart des ressources d'uranium

immédiatement disponibles pour l'Occident.

Mais, malgré ces richesses, l'Afrique compte les pays les plus pauvres du monde : 11 pays sur 30 consacrent chaque année par habitant, une part du produit national brut qui est inférieure à 1 000 F (de plus, 11 pays ont vu cette somme stagner ou diminuer entre 1973 et 1976). Lors de la confrontation entre les pays du Tiers Monde et les pays occidentaux, après la crise du pétrole de 1973, Kissinger essaiera de séparer les pays particulièrement pauvres, baptisés «quart monde», en spéculant sur leur pauvreté, des pays «riches» de l'OPEP. Si cette manœuvre a échoué, l'Afrique y est pour beaucoup : l'OUA et les organisations régionales africaines ont constitué une base pour la solidarité de l'ensemble des pays du Tiers-Monde.

L'ENJEU AFRICAIN (1)

INTERNATIONAL

CHILI : L'INSTITUTIONNALISATION DU FASCISME

Le nouveau ministre de l'Intérieur :
«La grève est passée de mode»

Le nouveau gouvernement mis en place le 14 avril dernier au Chili comprend en majorité des civils. A ceux qui prétendent y voir une quelconque «libéralisation», il suffit de présenter brièvement le nouveau ministre de l'Intérieur, Sergio Fernandez. Comme ministre du Travail de mars à décembre 77, il a proclamé à plusieurs reprises que «la réalité contemporaine exige l'élimination de la grève comme solution des conflits du travail» et que «la grève a désormais perdu son fondement moral». Comme pour exorciser le mot, il n'employait jamais que l'expression «absentéismes collectifs» quand des luttes et des arrêts de travail ont eu lieu. Par ailleurs, avant le référendum du 4 janvier dernier, Sergio Fernandez avait été nommé «contrôleur général

de la République», quelque chose comme président du Conseil constitutionnel, et avait aussitôt annulé la décision de son prédécesseur Hector Humeres, déclarant illégale la convocation du référendum. Il s'agit donc d'un inconditionnel de Pinochet.

VOTER... EN 1991

En réalité, la formation du nouveau gouvernement s'inscrit dans le plan au début avril pour mettre en place «la démocratie autoritaire». Il ne s'agit ni plus ni moins que d'institutionnaliser la dictature fasciste, d'assurer les conditions d'une survie à l'oligarchie chilienne liée à l'impérialisme américain, et par là de tenter de modifier l'image internationale du Chili. Pinochet a

réaffirmé que «l'essence du pouvoir politique repose sur les forces armées et les forces de l'ordre» et qu'il en sera ainsi pendant toute «la phase de transition». Cette phase, d'après les projets des fascistes, devrait s'achever en... 1991, après l'approbation de la «nouvelle constitution» le 31 décembre prochain, qui prévoit, entre autres que Pinochet reste au pouvoir pour 8 ans et choisisse lui-même les délégués du Parlement, au moins pour la 1^{ère} législature ! Il a déclaré notamment : «Il n'y aura pas d'ouverture de la lutte pour le pouvoir à travers des élections politiques, qui équivalraient simplement à revenir aux luttes électorales entre des hommes et des partis dont la mentalité s'est forgée dans un régime politique caduque.» Dans ces projets, il y

aurait un statut pour les partis politiques, mais les partis de gauche et d'extrême-gauche en seraient exclus.

C'est dire que ce processus n'est qu'une mascarade, destinée à perpétuer le fascisme dans un cadre constitutionnel qu'il ne possédait pas encore vraiment 5 ans après le coup d'état de 73.

LES DIFFICULTÉS DE LA JUNTE

Cependant, cette volonté d'institutionnaliser le fascisme reflète dans une certaine mesure les difficultés de Pinochet : secondaire, certes, les contradictions avec les autres membres de la junte, et de l'armée, notamment les généraux Leigh et Merino, qui se plaignent de ne pas être consultés ; secondaires aussi les contradictions avec les pays voisins — l'Argentine pour le canal de Beagle, et la Bolivie sur le problème de l'accès à la mer et le Pérou — à un moment où l'Assemblée des Nations Unies vient de condamner officiellement le Chili. Plus sérieuses peut-être les pressions de l'administration Carter qui veut justement donner une façade légale plus acceptable à ces dictatures dont le fascisme sanguinaire est bien embarrassant au ni-

veau international : Carter a coupé l'aide financière directe des Etats-Unis au Chili et le Sénat a demandé à 6 importantes banques privées des «explications publiques» sur l'aide de 1 000 millions de dollars au régime Pinochet. De plus, l'enquête sur l'assassinat d'Orlando Letelier, ministre des Affaires Etrangères d'Allende, assassiné en septembre 76 aux USA, n'est pas sans poser quelques problèmes à la junte chilienne, qui a dû extraditer Michael Townley, assassin notoire, ayant travaillé avec les services secrets chiliens pour provoquer la chute d'Allende, puis avec la Dina. Mais Townley dans cette affaire n'est qu'un assassin parmi d'autres.

Enfin, la Résistance Chilienne, après les années noires qui ont suivi le coup d'état est entrée dans une phase de récupération un peu plus active. La politique économique de Pinochet est de plus en plus insupportable pour les masses chiliennes. De cela, et de l'analyse politique de l'UP peut sortir un jour une force nouvelle que la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme US veulent à tout prix contenir avec une main de fer, dût-elle pour cela faire appel à certains secteurs de la Démocratie Chrétienne.

Hélène VARJAC

Alors que la campagne de boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de football, lancée en janvier dernier par le COBA, connaît en France un succès croissant — comme en témoigne l'existence de plus de 80 groupes de base du COBA dans les principales villes françaises —, la junte militaire argentine multiplie les initiatives et les manœuvres confusionnistes pour s'efforcer de modifier son image de marque internationale.

La violente attaque de l'action du COBA, faite récemment à Buenos Aires par M. Thomas de Anchorena, Ambassadeur d'Argentine en France, montre à quel point la junte est sensible à cette campagne. C'est pour cette raison qu'elle a cherché à en dénaturer la portée, notamment en l'attribuant à «des extrémistes argentins vaincus par l'action commune du peuple et de l'armée, qui ont cherché refuge à l'étranger pour reprendre une campagne de dénigrement contre l'Argentine», alors même qu'elle est menée avant tout par des militants démocrates et progressistes français. Ceux-ci considèrent en effet qu'il s'agit aujourd'hui de la forme la plus efficace de solidarité avec le peuple argentin, et entendent faire connaître de cette façon la réalité de la violation systématique des droits de l'homme en Argentine.

LA FAUSSE «OUVERTURE DÉMOCRATIQUE» DE L'AMIRAL MASSERA

C'est pourquoi le COBA considère qu'il est particulièrement important de faire connaître et de dénoncer les récentes manœuvres de la dictature militaire, qui cherchent à la faire passer pour «soucieuse d'établir le dialogue avec l'opposition et de rétablir la

UNE ENQUETE DU COBA

Les manœuvres internationales
de la junte militaire argentine à l'approche
du «Mundial» de football

démocratie», afin d'enrayer le mouvement de dénonciation de la répression en Argentine et de solidarité avec les luttes du peuple argentin.

Le principal responsable de ce plan est l'Amiral Massera, commandant en chef de la Marine et membre de la junte militaire du Général Videla. Massera est connu en Argentine pour ses opinions d'extrême-droite, et il est le responsable direct du massacre de milliers de travailleurs argentins : et c'est lui qui aujourd'hui, tente de se faire passer pour un partisan de «l'ouverture démocratique».

Son «chargé de mission» est l'ex-député péroniste de droite Luis Sobrino Aranda, assisté de l'ex-député Julio Barbaro. Depuis plusieurs mois, Aranda a multiplié les contacts avec certains dirigeants politiques argentins en exil, leur offrant des avantages personnels et de l'argent pour leurs déplacements. Ces contacts ont été établis au Venezuela, aux Etats-Unis, en Espagne en Suède et en France.

Le «chef opérationnel» est le capitaine de vaisseau Segade, ex-chef du tristement célèbre SIN (Service de Renseignements de la Marine), qui se charge de convaincre ses interlocuteurs des idées «nationalistes, socialistes et démocratiques» (sic) de l'Amiral Massera, lequel serait disposé à mettre fin au «bain de sang entre argentins», et à diriger le «troisi-

me mouvement historique» du pays, le «Massérisme» succédant ainsi à l'Irigoyenisme et au Péronisme.

Le COBA est en condition d'affirmer que la majorité des exilés argentins n'est pas entrée dans ce jeu, et que — contrairement à ce qui a pu être affirmé dans la presse française — ce sont pratiquement exclusivement des exilés de droite et d'extrême-droite, en majorité péronistes, qui ont accepté de rencontrer l'Amiral Massera ou ses émissaires. Il s'agit :

- Au Venezuela : de Jorge Llampart, Santiago Diaz Ortiz, et Julio Bronner
- En Espagne : de Rodolfo Vittar, Anibal Hurrieta, J. Cotto, et Raul Backzman
- En Suède : Jorge Ocampo
- En France : de Hector Villalon, Casildo Herreras (membre de la mafia syndicale corrompue de la CGT argentine), et de plusieurs autres.

Tous, à l'exception de Diaz Ortiz et de Bronner, se sont réunis le vendredi 7 avril à Paris, pour définir une stratégie commune lors des conversations avec l'Amiral Massera, Hector Villalon étant désigné comme délégué d'un prétendu «Conseil supérieur du péronisme» (lequel n'a aucune existence réelle) pour un entretien avec celui-ci qui a eu lieu de dimanche 9 avril à l'hôtel Sofitel de Roissy.

Il est clair que cette pseudo-ouverture, réalisée avec l'accord des autres membres de la Junte (malgré les divergences secondaires qui peuvent la traverser) est avant tout destinée à endormir la vigilance de l'opinion publique internationale à l'approche de la Coupe du monde. Le COBA tient particulièrement à dénoncer la promesse faite par l'Amiral Massera de publier prochainement la liste de tous les «subversifs tombés» lors d'affrontements avec les forces armées : il s'agit là d'une manœuvre qui permettrait à la junte d'inclure dans cette liste les milliers de personnes disparues depuis deux ans, dont la plupart n'ont jamais eu de lien avec les organisations de guérilla. En effet, si nombre d'entre elles ont déjà été assassinées, la majorité reste encore détenue dans les centres de torture et les camps de concentration installés par la junte. A l'approche du «mundial», il s'agit pour elle de mettre en œuvre la «solution finale», à savoir la liquidation physique de tous ces «disparus». Depuis plusieurs semaines la découverte quasi-quotidienne de cadavres sur la côte atlantique au sud de Buenos Aires (près des villes de Mar del Plata et de Bahía Blanca, parmi lesquels ceux des deux religieuses françaises enlevées en décembre dernier, semble montrer que la mise en œuvre de cette sinistre «solution» a déjà commencé.

UN PLAN D'ATTENTATS CONTRE LES EXILÉS ARGENTINS EN EUROPE

Mais ce n'est pas tout. Le COBA a pu apprendre de source sûre que la junte a mis sur pied un plan de surveillance et de liquidation des militants et dirigeants politiques argentins exilés qui se refusent à jouer le jeu de la prétendue «ouverture».

Le chargé d'affaires de l'Ambassade d'Argentine à Londres a établi une liste de 240 exilés argentins en Europe, considérés comme «extrêmement dangereux» et comme les responsables «principaux et directs» de la «campagne de dénigrement menée contre notre pays».

La junte militaire, «profondément préoccupée des conséquen-

CONTRE LA DICTATURE EN ARGENTINE
BOYCOTT DE LA COUPE DU MONDE 78



ces de cette campagne» (selon le Général Videla) a décidé d'envoyer en Europe une «mission spéciale» composée de militaires et de policiers, et chargée de «s'occuper» des personnes comprises dans cette liste.

C'est ainsi que 60 membres des forces de sécurité argentines sont arrivées à Madrid dans la première semaine de mars 1978, munies d'armes et de faux papiers, par un vol de la compagnie nationale «Aerolíneas Argentinas». De Madrid, ils se sont rendus à Paris, Rome, Londres et Stockholm, pour procéder au repérage des principaux dirigeants de l'opposition en exil, dans le but semble-t-il de les éliminer par des «accidents» simulés, ou par des assassinats qui seraient présentés comme des «règlements de compte» entre fractions politiques opposées.

Cette technique, qui rappelle en bien des points les agissements criminels de la DINA chilienne à l'étranger, a déjà été utilisée lors de l'enlèvement, suivi de l'assassinat de l'ex-dirigeant Montonero Carlos Maguid, le 14 avril 1977 à Lima (Pérou), ainsi que l'a rapporté le Mouvement péroniste Montonero lors d'une conférence de presse le 1^{er} mars 1978 à Rome.

Face à cette nouvelle offensive internationale de la junte militaire du Général Videla, le renforcement de l'action entreprise par le COBA pour apporter une solidarité réelle au peuple argentin apparaît plus que jamais comme une impérieuse nécessité. Le COBA appelle donc tous les démocrates, tous les progressistes français qui n'entendent pas que la Coupe du Monde de Football serve de caution au régime de Videla, à soutenir son action et à demander au gouvernement français que l'équipe de France ne se rende pas en Argentine.

Communiqué
Paris, le 12 avril 78

COBA 14, rue de Nanteuil
75015 Paris

(Collectif pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football)



PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 18 avril

TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Arouapeka. *Le grand cirque*
 21 h 20 - Contes à vivre debout. *Trois petits tours et puis s'en vont*
 22 h 25 - Pleine page
 23 h 20 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top Club
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Victoire à Entebbe. *Film américain avec débat : Les détournements d'avions*
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 00 - Emission universitaire
 18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - La bataille du rail. *Film français de R. Clément. Evocation historique*
 21 h 50 - Journal
 22 h 05 - Réussite

Mercredi 19 avril

TF 1

18 h 10 - A la bonne heure
 18 h 25 - Un, rue sésame
 18 h 55 - Le village englouti
 19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les claudine. N° 2 : Claudine à Paris
 22 h 00 - Journal de voyage avec André Malraux
 22 h 55 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
 18 h 40 - C'est la vie
 19 h 20 - Actualités régionales
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Septième avenue. *Feuilleton américain*
 21 h 30 - Emission d'actualité
 22 h 35 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Cinéma 16. Les lavandes et la liberté. *Film TV.*
 22 h 00 - Journal
 22 h 15 - Ciné-regards

«Le temps des chèvres» JACQUES LEVY STRINGER

«Et s'il y avait un nouveau mai 68 ?
 Tu nous vois coincés avec nos biques
 et nos brebis ?».

Après mai 68, nombreux furent les intellectuels qui connurent une période de désarroi. Certains, cherchant à connaître concrètement la condition ouvrière allèrent s'établir en usine, d'autres en revanche, voulurent «quitter la ville», aller vivre à la campagne pour «y chercher une manière d'être». Ils furent nombreux (et ils le sont encore) à «faire le retour à la terre», à s'installer dans des régions de préférence désertifiées, dans des fermes de préférence isolées, pour y élever des chèvres ou des moutons. L'auteur raconte l'histoire d'un de ces couples, en développant de temps en temps en parallèle l'histoire de ce mouvement de «retour à la terre», vécu individuellement, en couple ou en communautés. Il décrit leur itinéraire, de l'installation dans une vieille baraque sans eau ni électricité, à l'élevage d'un petit troupeau de chèvres, puis d'un troupeau plus important de moutons, parce qu'il leur faut s'agrandir, s'ils veulent tenir. L'auteur a choisi de décrire un couple responsable, pas particulièrement utopiste, ayant conscience des difficultés qui l'attendent et relativement capable de mener à bien son élevage. Cependant ils ne tiendront pas plus de deux ans et demi. Les difficultés matérielles, l'isolement (malgré une tentative d'association qui avorte), le manque de temps libre pour «faire autre chose» (lire, «se cultiver») ont raison de leur expérience. Car pour eux, ce n'est qu'une expérience qu'ils ont la possi-

bilité d'interrompre quand ils veulent, pour retourner à Paris retrouver leur boulot de professeur, leur «état» d'intellectuels, et une «action militante».

Le «retour à la terre» est vécu comme une façon de vivre, un état, «être paysan», jamais comme un métier, comme une activité productive socialement nécessaire. Même lorsqu'ils parlent de production (en l'occurrence la production des fromages), ce n'est pas l'aspect social qu'ils mettent en avant, mais le fait de «posséder un cycle de vie complet... L'autre idée fautive qui est véhiculée par ce genre d'expérience, c'est qu'il n'y a pas de vie sociale à la campagne, qu'il faut retourner en ville pour retrouver une vie militante : «Et puis je ne nous vois pas vieillir derrière notre troupeau... Qu'aurions-nous vécu avec les gens, avec le monde ?» ou encore cette phrase qui révèle bien ce point de vue : «Ce qu'il veut à tout prix, c'est le partage des journées, c'est l'ouverture possible sur le monde... la possibilité de vivre tous ses besoins. (Et s'il y avait un nouveau mai 68 ? la révolution ? n'importe quoi ? tu nous vois, coincés avec nos biques et nos brebis ? quelle cruauté !)». En fait, ils s'imaginent qu'à la campagne, la lutte des classes n'existe pas, alors que ce sont eux, avec les illusions de la petite bourgeoisie qui cherchent à se situer en dehors de la lutte des classes. Pourquoi veulent-ils s'installer dans les endroits les plus éloignés dans des campagnes qui ont été désertifiées, d'où les paysans ont dû partir,



chassés par l'exode ? Ils n'analysent d'ailleurs pas pourquoi l'exode a été si massif dans ces régions, ils le mettent sur le compte des paysans eux-mêmes, qui préféreraient le «confort» et le «travail stable» de la ville ; «La société de consommation fascine et fonctionne à plein régime... Ma terre me donne une 2 CV, pas une Mercédès...». Ce sont des réflexions qui accusent les paysans de leur départ, mais laissent innocent le capitalisme. Dans leurs illusions, ils croyaient que le capitalisme n'existait pas à la campagne, qu'ils pou-

vaient y échapper, qu'un secteur de la production pouvait y échapper : «C'est le manque de fric qui nous tue... Si nous avions eu des millions, de quoi investir tout de suite, de quoi démarrer au bon niveau un cheptel assez nombreux... Mais... si on avait eu tout ce fric ? On l'aurait claqué, on aurait fait la fête, nous aurions voyagé !».

Ils n'ont que la solution de retourner à leur statut à Paris et s'illusionner d'y «faire quelque chose».

Nadine CHATRAS

Et l'acier fut trempé

113^e épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Et, au bout d'une semaine, on l'avait envoyé ici, dans cette localité encaignée, en tant que commissaire politique du 2^e bataillon. Le comité régional du Komsomol l'avait en outre chargé de rassembler les komsoïols éparpillés et de constituer une organisation dans le nouveau district. Après un nouveau tournant, la vie continuait.

Il faisait chaud dans la cour. Une branche de cerisier regardait par la fenêtre du président du comité exécutif. Le soleil incendiait la croix dorée surmontant le clocher gothique de l'église catholique, en face du comité. Dans le jardin devant la maison, les minuscules oisons de la gardienne, duveteux et verts comme l'herbe qui les entourait, trottaient prestement, cherchant leur nourriture.

Le président du comité achevait la lecture d'un télégramme qu'il venait de recevoir. Une ombre passa sur son visage. Sa grande main noueuse fourragea dans la chevelure épaisse et y resta. Nicolas Lissitsyne, le président, n'avait que vingt-quatre ans, mais aucun de ses collaborateurs ou des responsables du Parti ne s'en serait douté. Grand et robuste, sévère et parfois impérieux, il faisait trente-cinq ans avec son corps vigoureux,

sa grosse tête posée sur un cou puissant, ses yeux bruns perçants et froids, son menton énergique. Il portait une culotte de cheval bleu foncé et une tunique grise qui en avait vu de toutes les couleurs avec à gauche, sur la poche de poitrine, l'ordre du Drapeau Rouge.

Avant Octobre, Lissitsyne «commandait» un tour à l'arsenal de Toula où, après son grand-père et son père, il avait lui aussi taillé et tourné le fer presque depuis son enfance.

Et, dans la nuit d'automne où il avait pour la première fois pris en mains l'arme qu'il s'était jusqu'alors contenté de fabriquer, Kolia Lissitsyne fut emporté par la tempête. La révolution et le Parti le jetèrent d'un incendie à l'autre. L'armurier de Toula, parti comme simple soldat rouge, eut bientôt un commandement et termina la guerre en tant que commissaire de régiment.

Les incendies et le fracas des canons étaient oubliés. Lissitsyne vivait d'une existence paisible dans cette région frontalière. Il analysait jusque dans la nuit les chiffres de la récolte, et voilà que ce télégramme ressuscitait pour un instant le passé. En quelques phrases laconiques, il lui transmettait un avertissement.

Strictement confidentiel. Destinataire : Lissitsyne, président du comité exécutif.

On a remarqué à la frontière que les Polonais se hâtent de faire passer une bande importante, capable de terroriser toute la région. Prenez des

mesures de précaution. Nous vous suggérons d'expédier les valeurs au chef-lieu, et notamment l'argent des impôts.

Par sa fenêtre, Lissitsyne voyait tous ceux qui entraient au comité. Kortchaguine apparut sur le perron. L'instant suivant, il frappa à la porte.

— Entre, nous avons à discuter...
 Poignée de mains. Pendant une heure, le président n'y fut pour personne.

Lorsque Kortchaguine sortit du bureau, il était déjà midi. Nioura, la petite sœur de Lissitsyne, sortit en courant du jardin. Timide et plus sérieuse que son âge, elle souriait toujours gentiment en rencontrant Pavel. Elle lui serra la main, un peu maladroitement, comme font les enfants, tout en chassant de son front une mèche de cheveux courts.

— Il n'y a personne chez Kolia ? On l'attend depuis longtemps pour déjeuner.

— Vas-y, Nioura, il est tout seul.

Le lendemain, bien avant l'aurore, trois charrettes attelées de chevaux bien nourris s'arrêtèrent devant le comité. Leurs conducteurs parlaient à mi-voix. On sortit du service financier plusieurs sacs cachetés qu'on chargea dans les voitures. Bientôt elles roulèrent sur le pavé, entourées par un détachement sous la conduite de Kortchaguine. Les quarante kilomètres de la localité au chef-lieu (dont vingt-cinq à travers bois) furent franchis sans encombre, et toutes les valeurs déposées dans les coffres. Quelques jours plus tard, venant du côté de la frontière, un cavalier arriva au galop à Bérezdov, fouettant son cheval couvert d'écume, suivi par les regards perplexes des badauds locaux.

(à suivre)

LA POLLUTION DE LA MER

Les fleuves encore plus polluants que les pétroliers

par Claude ANCHER

● La mer est menacée. Les 230 000 tonnes de fuel de l'Amoco Cadiz répandues sur les côtes bretonnes sont venues le rappeler de façon spectaculaire. Impossible d'ignorer les milliers de poissons et de crustacés morts, la destruction des algues, les atteintes quasi irrémédiables portées à de nombreuses espèces d'oiseaux marins. Et le gouvernement français qui n'a pourtant rien fait de sérieux pour éviter que les catastrophes du Torrey-Canyon, de l'Olympic Bravery et autre Bohlen ne se reproduisent, vient nous dire froidement par la bouche de Giscard, qu'il vaut mieux prévenir que guérir. En même temps, on assiste dans les discours officiels à un singulier escamotage. Sur les conséquences à moyen et long terme de la pollution marine, c'est le silence presque complet.

Petit à petit, il faut se rendre à l'évidence. Dans leurs filets, les marins-pêcheurs ne font plus de «pêches miraculeuses». Les stocks vivants s'épuisent ; pour bien des espèces, la capacité de reproduction ne suffit pas à compenser l'exploitation forcée, due principalement aux techniques de pêche industrielle. Mais si les filets remontent moins de poissons, on y fait de plus en plus d'étranges découvertes : poissons nécrosés, daurades sanguinolentes... Certaines espèces disparaissent de zones où la pêche n'est pas pratiquée d'une manière particulièrement intensive. D'autres au contraire, tels les sardines et les anchois en Méditerranée prolifèrent, à cause de la disparition de leurs prédateurs naturels. Après analyses, on découvre que des poissons recèlent par exemple des taux de mercure bien supérieurs aux normes admises. Tandis que par ailleurs on prétend s'inquiéter en haut lieu du plafonnement des prises, les pêcheurs doivent rejeter à la mer des tonnes de poissons impropres à la consommation, des conchyliculteurs sont dans l'obligation de faire de même avec leurs moules ou leurs huîtres. Cela dans le meilleur des cas, si l'on ose dire, celui où la pollution est décelée à temps, où le consommateur ne va pas retrouver dans son assiette des produits contaminés ne serait-ce que légèrement.

À Minamata, au Japon, il a fallu que des dizaines de pêcheurs japonais meurent, que leur descendance soit condamnée à des handicaps irréversibles pour que la pollution soit reconnue : la principale nourriture des pêcheurs de Minamata c'était le produit de leur pêche. Des poissons qui véhiculaient un poison : le méthylmercure. A l'origine de cette pollution mortelle : les rejets de mercure qu'une usine déversait dans la baie de Minamata.

L'exemple de Minamata n'a pas suffi. La pollution de la mer continue. Le mercure et d'autres mé-



Poissons morts dans la Seine, pollution des plages, «dégazages» des pétroliers : des centaines de produits toxiques y sont déversés en permanence. L'«accidentel» ne doit pas faire oublier le quotidien.

taux lourds s'accumulent de manière irréversible dans la mer ; comme à Minamata, les pollutions multiples viennent de la terre.

D'OU VIENT LA POLLUTION ?

Si l'on excepte les forages off shore de pétrole, et les rejets effectués par les bateaux, la pollution de la mer est la conséquence directe des pollutions venues de terre, dites pollutions telluriques. Il y a bien évidemment la pollution côtière, qu'il s'agisse des rejets industriels ou du déversement des déchets urbains par les égouts. Mais ce n'est pas la seule source de pollution, loin s'en faut.

Les océans et les mers sont en effet le réceptacle des eaux de ruissellement et surtout des fleuves et des rivières. Dans le cas de la Méditerranée, on estime qu'environ 85 % de la pollution totale vient des cours d'eau. En tête de la «liste noire», le Rhône, le Pô, l'Ebre, le Nil et le Tibre. Selon le commandant Cousteau, les fleuves des pays riverains charrient chaque

L'essentiel c'est que la pollution visible disparaisse au plus vite. Les plages seront propres pour l'été (encore que cela ne soit pas si sûr) mais les fonds marins, pollués par les hydrocarbures et par les produits chimiques abondamment répandus, risquent d'être des déserts au moins pour plusieurs années. La pollution n'inquiète la bourgeoisie que lorsqu'elle se voit trop. En réalité, la mer connaît bien d'autres menaces en plus des marées noires : des centaines de produits toxiques y sont déversés, en permanence. L'«accidentel» ne doit pas faire oublier le quotidien. Ce quotidien, c'est la destruction progressive du patrimoine marin, riche de ressources, et indispensable à la vie de l'humanité.

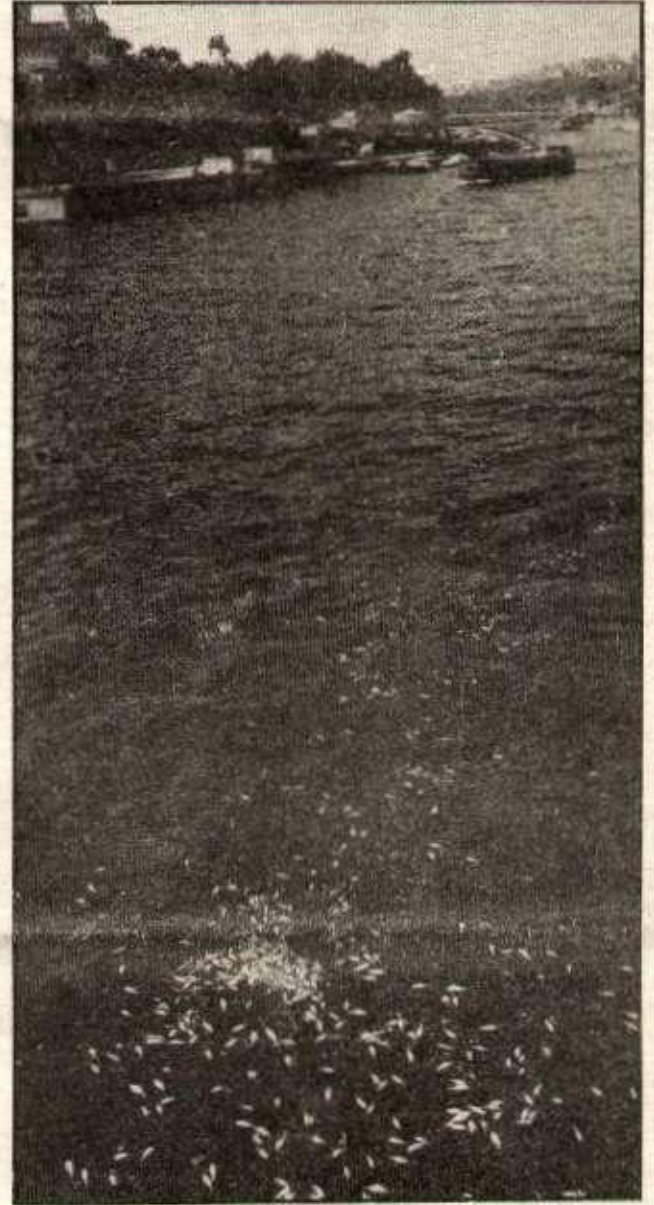
année dans la Méditerranée 120 tonnes d'huiles minérales, 60 tonnes de détergents, 100 tonnes de mercure, 3 800 tonnes de plomb, 2 400 tonnes de chrome, 21 000 tonnes de zinc, 90 tonnes de pesticides organo-chlorés, 1 120 tonnes d'azote et de phosphore et enfin 2 500 curies de radio-nucléides principalement sous forme de tritium. Un constat impressionnant qui est aussi un acte d'accusation contre les industriels pollueurs des fleuves et des rivières. Aussi, lutter contre la pollution de la mer passe d'abord par la lutte contre les déversements dans les cours d'eau. Ceux de la Méditerranée, il faut bien le dire, ne sont pas les seuls à détenir de tristes records : songeons seulement au Rhin, devenu un véritable égout à ciel ouvert...

Enfin, les précipitations atmosphériques dans les océans constituent elles aussi une source de pollution encore difficile à évaluer mais certainement considérable : là aussi, on retrouve le problème des rejets industriels...

LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES PLUSIEURS MILLIONS DE TONNES DE PETROLE DEVERSEES EN MER CHAQUE ANNEE

Les marées noires, si elles constituent la partie la plus visible de la pollution par les hydrocarbures, ne représentent malheureusement pas sa fraction la plus importante. Encore que leur proportion soit, certainement, après les catastrophes du Venail au large de l'Afrique du Sud, et de l'Amoco Cadiz, en augmentation. Leurs conséquences, de plus, sont particulièrement redoutables en raison de leur caractère très concentré.

Chaque année, c'est plusieurs millions de tonnes de pétrole qui sont rejetées en mer. En 1973, le chiffre atteint les six millions ! Sur les deux millions rejetés au cours des transports maritimes, outre les «accidents», l'essentiel provient des fameux «dégazages», en principe interdits mais couramment pratiqués : en cas de «flagrant délit» l'amende est de toute façon inférieure à ce qu'il en coûte aux pétroliers pour vider leurs ballasts



dans les installations portuaires.

Sur les quatre millions restants, 500 000 proviennent des rejets industriels et des raffineries côtières, 1 600 000 tonnes sont apportées par les fleuves et 600 000 tonnes proviennent des retombées atmosphériques. Tous rejets qui pourraient être évités si le profit ne passait pas avant la mise en place de dispositifs anti-pollution.

Avec l'exploitation du pétrole off shore (en mer) un nouveau danger est apparu pour la vie marine. En fonctionnement normal, une plate-forme laisse échapper une demi-tonne de pétrole pour 100 tonnes produites. Et depuis Ekofisk on sait que «ce qui ne pouvait pas arriver» peut arriver : 12 000 tonnes de brut, une «fuite» de taille !

Bien sûr, les hydrocarbures, en tant que produits organiques sont bio-dégradables par des «micro-organismes marins», et le mouvement physique des vagues contribue à faciliter ce travail. Mais

dans le cas des marées noires, la capacité de biodégradation de la mer est largement dépassée. Sans compter que le pétrole de l'Amoco par exemple, a prouvé sa haute toxicité pour la flore et la faune marine et même pour les hommes.

Dans une mer fermée comme la Méditerranée, les rejets de pétrole ont des effets beaucoup plus graves que dans les océans, plus agités. Les 350 000 tonnes déversées annuellement causent la mort de milliers d'oiseaux, empoisonnent les poissons, atteints de cancers des branchies. La fine couche de pétrole qui recouvre une partie des eaux peut entraîner la baisse de la pluviosité par la diminution de l'évaporation. Un des dangers principaux des hydrocarbures vient en effet de l'écran qu'ils forment à la surface. Les échanges gazeux ne se font plus, les œufs de poissons meurent rapidement et la mer, faute de lumière ne peut produire de l'oxygène. Or, 80 % de l'oxygène dans l'atmosphère vient de la mer...